

le monde libertaire

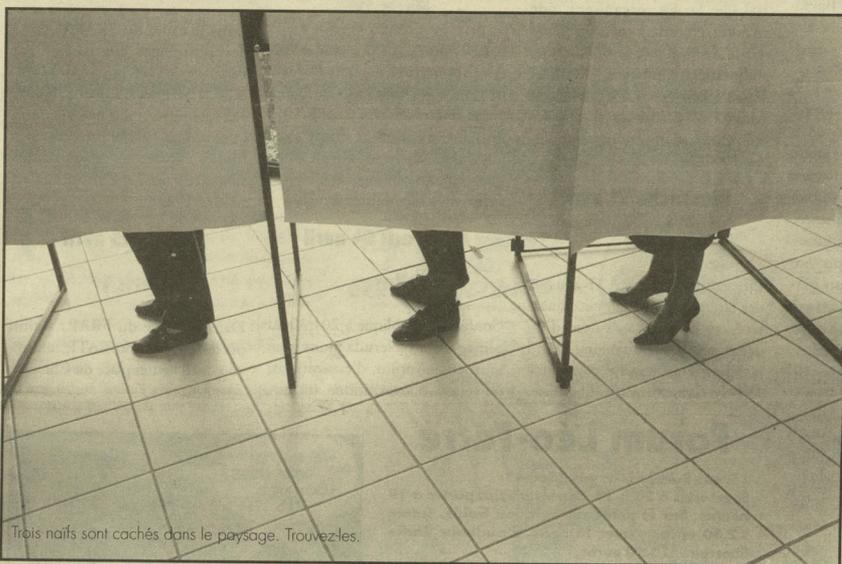


Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1277
18 au 24 avril 2002

2 €
ISSN 0026-9433

Ne vous laissez pas enfermer... Abstention !



Trois naïfs sont cachés dans le paysage. Trouvez-les.

Notre refus de voter n'a d'égal que notre volonté de lutter

Aborder notre refus de participer à la démission électorale revient à nous expliquer sur notre abstentionnisme révolutionnaire.

L'aspect idéologique

L'ANARCHISME rejette avec vigueur l'illusion néfaste du suffrage universel. Le bulletin de vote fonde l'aliénation de l'individu en lui ouvrant la perspective de désigner son ou ses maîtres. L'électoratisme dépouille l'électeur de son pouvoir. En effet, le système fonctionne sur la délégation de pouvoir. Il ne s'agit pas de désigner une simple représentation dont l'élu serait chargé. En réalité il s'agit bien de l'abandon de toute souveraineté individuelle et collective au seul profit du politicien.

Dans le système démocratique, l'électeur ne fait usage de sa volonté qu'au travers d'un acte d'abdication. Il

n'est nullement question d'être acteur, mais bien plus simplement spectateur. La politique se déroule sous le regard médusé des électeurs qui finissent par regretter leur geste initial sans pour autant pouvoir y changer quoi que ce soit ! Il est vrai que l'électoratisme tend à légitimer l'élu et toutes les décisions qu'il sera conduit à arrêter.

Un autre aspect réside dans le fait que le bulletin de vote place les électeurs à un niveau établi très souvent par les promesses, les mensonges, la démagogie etc. Les électeurs sont « caressés dans le sens du poil » et, en participant, ils abandonnent leur capacité de contestation et les luttes où ils sont engagés.

Est-ce à dire que les anarchistes ne votent jamais ? En paraphrasant Émile Pouget, « le travailleur préserve, même quand il est appelé à voter dans le cadre syndical, son droit de contestation, au contraire de l'électeur qui y renonce ! »

L'aspect historique

Dès le XIX^e siècle, le courant socialiste qui regroupe les différentes écoles socialiste et anarchiste va placer l'émancipation ouvrière au centre de ses préoccupations. Pourtant, au lendemain de la Commune, le mouvement révolutionnaire français se retrouve laminé. Deux raisons expliquent cette situation :

Tout d'abord la répression sera implacable et décapitera totalement la section française de l'Internationale.

Par ailleurs, en interne, l'opposition entre « anti-autoritaires bakouniniens » et « autoritaires marxistes » va avoir un effet dissolvant sur le grand mouvement de l'Internationale après le congrès de La Haye, en 1872. L'opposition au sein de la première Internationale, va se traduire par une fracture idéologique et pratique, lorsque les marxistes vont s'atteler à créer des partis socialistes pour parvenir à la conquête de l'État par le biais de la participation aux élections bourgeoises. Le premier Parti socialiste sera créé en 1897 en Belgique.

Suite page 3

Palestine : interview

« Nous ne sommes pas en présence d'un conflit entre deux armées mais face à une armée d'occupation qui détruit un territoire entier et s'en prend à la population civile. »

Page 4

● Extrême droite et électoratisme

p. 3

● Argentine, témoignage

pp. 5 et 6

● La révolution des Œillets

pp. 8 et 9

● Surréalisme et arts sauvages

p. 10

● Prévert, cancre et poète

p. 11

● Meetings anti-électoratisme

p. 12

M 02137 - 1277 - F. 2,00 €



FOP 2520

« Voter c'est abdiquer »

Elisée Reclus

Vie du mouvement

Vendredi 19 avril

Besançon

Rencontre-débat avec Cesare Battisti sur le thème : « De la clandestinité au roman noir », organisée par le groupe Proudhon de la FA. À 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Perpignan

Meeting-débat anti-électoral à 20 h 30. Semaine anti-électorale avec des permanences du lundi 15 avril au samedi 20 avril à la librairie Infos, rue T. Guiter, entre 15 et 19 heures. Tous les jours expositions d'affiches anti-électorales, de « unes » de journaux prônant l'absentéisme et projection de la vidéo « Ici et maintenant » sur les propositions anarchistes en 2002.

Samedi 20 avril

Bruxelles

Projection du film « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal », suivie d'un débat avec les réalisateurs, à 15 h au Centre libertaire, 65, rue du Midi.

Marseille

Cycle de discussion autour du thème « Les quatre saisons de l'anarchisme » par G. Roth. Troisième et dernier volet, « L'hiver » : La transition vers le nouveau printemps. À 15 heures au local du Circa, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11^e

Café-théâtre « les uns et les autres », 15, rue Chevreul (01 43 70 22 40) : « Sur les pas du gâs qu'a mal tourné ». Textes et chansons avec Vania Adriansens, Nathalie Solence, Jules Bourdeaux et Claude Gaisne.

Paris 13^e

Fête de la CNT Jussieu en soutien à Audrey, étudiante incarcérée, de 17 h à minuit. Concerts: FMI (fanfare musicale d'intervention); Raï Gambetta, Amecha Stenta (funk fusion); Son de Bolivar (latino rock mexicain); Yann, Los de Abajo (punk oi); Sédicieux (hard-core fusion); Embuskade (Ska punk), Gummo (punk rock), Agripon (rock'n'roll noise duo), Superbeet (noise rock débile). Tarif: 3 euros. Bières et bouffe pas cher. Au squat le 13, 15 rue de J-A de Baif M^e Bibliothèque ou Quai de la Gare

Champdenier

Première rencontre des libertaires de Poitou-Charentes, de 12 à 18 h, Moulin des Rochards - Champdenier (Niort, Deux-Sèvres). Repas à 13 h (participation aux frais libre). Possibilité de prolonger en soirée. Accès: à Champdenier (Parthenay) prendre la D12 (direction Ste-Ouenne - St-Maxire), à un kilomètre, sur la gauche, suivre la pancarte « Lieu de vie l'Églantine - Moulin des Rochards ».

Vannes

Sur le marché à 10 h. Dans le cadre de la journée « Via Campesana », journée internationale des luttes paysannes (le 17 avril), ren-

Agenda



dez-vous est donné à la Rabine par le Collectif anti-OGM 56, dont fait partie la FA, pour une manifestation contre la répression du mouvement social.

Le Mans

Sarthe Libertaire et le groupe Lairial de la FA organisent une réunion d'information et de débats sur le décès d'une jeune femme, militante et chômeuse. « L'affaire Isabelle Ferron » à 15 heures à la Maison des associations, salle 23. Renseignements: contacter Bernard au 02 43 14 29 57.

Dimanche 21 avril

Lille

Projection du film « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal », suivie d'un débat avec les réalisateurs, David Rappe et Guillaume Burnod à 15 h au Centre culturel libertaire,

4, rue de Colmar. Séance organisée par le groupe de la métropole lilloise de la FA.

Saint-Étienne

Le groupe Penser/agir de la FA organise une conférence sur les alternatives éducatives et sociales à Tivaouane au Sénégal avec David Rappe et Guillaume Burnod. À 18 heures à « 14 mois », 30, rue des Frères-Chappe.

Toulouse

Le groupe Albert-Camus de la FA appelle à un rassemblement à 10 h, le jour du premier tour des élections, sur le thème « Agir au lieu d'élire » au rond-point dit Darty, Langlade, route d'Espagne.

Mardi 23 avril

Paris 11^e

À 19 h 30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire: projection du film *Debout*, de Carole Roussopoulos (récit des luttes féministes des années 70); puis intervention et débat avec Christine Delphy, sociologue féministe, « pour interroger le contexte et les enjeux féministes actuels ».

Mercredi 24 avril

Nîmes

Conférence publique à 20 h 30 au centre Pablo Neruda pour une journée de forum, d'expositions, de stands d'associations antinu-

claires qui se conclura par une manifestation. Collectif antinucléaire, dont fait partie la FA.

Rennes

Le groupe la Commune de la FA organise à la maison de quartier de Villejean (rue de Bourgogne) des journées libertaires. Au programme: des débats, des rencontres avec des auteurs, des expositions et des concerts avec No time to lose, Skuds and panic people et Phase terminale. Tarif en location pour les deux jours: 13 euros; sur place: 17 euros. Dans les deux cas repas compris. Programme et réservation au local de la Fédération anarchiste, 9, rue Malakoff. Tél. 02 99 67 92 87. Permanence les mercredis et samedis après-midi.

Paris 20^e

Dans le cadre du FRAP (festival des résistances alternatives sur Paris) soirée sur le thème de la gratuité: à partir de 17 heures, bourse aux vêtements et aux livres gratuits, infokiosk, à 19 h 30 projection du film *les Diggers*, suivi d'une discussion avec le RATP, Chic! Collectif sans Ticket.

Jeudi 25 avril

Paris 1^{er}

Dans le cadre du FRAP: action portes ouvertes du RATP, rendez-vous à 18 heures place du Châtelet.

Forum Léo-Ferré

11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine
Spectacles à 20 h 30. Ouverture des portes à 19 heures. Bar et petite restauration froide. Entrée 12,50 euros; avec la carte d'auditeur Radio libertaire, 10,50 euros.

Du jeudi 18 au samedi 20 avril: Marc Ogeret

Mardi 14 et mercredi 15 mai

Premier anniversaire du Forum, avec Solleville, Capart, Aurenche, Cisaruck, Arti, Absil, Kalifa...



Éditorial

QUI CHOISIR ? se demande un plagiât de la revue des 50 millions de consommateurs.

« Inaction Man » (garanti: 3 000 poignées de main à l'heure!) ou « Moralisateur » (nouveau 2002: sourire incorporé!). La revue parodique nous prévient: « Présidentielle: programmes défectueux, vices cachés, absences de garanties: un match vraiment nul! »

Dans tout kiosque à journaux on trouve un florilège de couvertures de magazines qui n'ont rien à envier à la dernière livraison de nos confrères de *Jalons!*

On nous avait bien prévenus il y a une vingtaine d'années: le socialisme à la française allait largement déborder sur sa droite pour prendre les rênes du pouvoir. Rien de nouveau, certes, pour nous anarchistes qui

n'avons pas la religion du bulletin de vote. Mais pour ceux qui croient encore que les élections peuvent changer la société, que leur reste-t-il comme illusions?

Pierre Mauroy, la semaine dernière, a déclaré qu'il n'y avait pas de honte à se référer au mouvement ouvrier... Histoire de signaler au Frisé qu'il était temps de gauchir son discours! Mission impossible, diront certains en nous proposant la voie du « vote contestataire ».

Nous ne les suivrons pas dans leur choix. Nous les laisserons faire petit bras dans cette partie de poker menteur...

Être présents dans les luttes sociales, dans les associations de quartier, partout où l'on prend en main directement son avenir, voilà ce qui préoccupe les anarchistes! Quant à savoir si l'on rasera grâties demain...

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration:
145, rue Amélor, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n°	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n°	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse.....

Code postal Ville.....

Pays.....

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Notre refus de voter n'a d'égal que notre volonté de lutter suite de la une.

Les anarchistes vont poursuivre seuls l'œuvre révolutionnaire sous l'angle de la radicalité et de la révolution sociale. Leur participation au mouvement ouvrier, au sein des syndicats naissants et du mouvement des Bourses du travail va donner naissance à la CGT, en 1895. La lutte contre l'État et le capitalisme trouvera là le cadre idéal pour s'exprimer. Action directe des travailleurs et des producteurs, grève générale expropriatrice et organisation de classe délimiteront clairement le camp révolutionnaire à l'opposé du camp participationniste qui s'affuble de l'épithète « social-démocrate » ou « communiste »!

La démocratie représentative

Elle donne l'illusion du choix à l'ensemble des citoyens et permet aux élus (minorité) de décider, de mener à bien, de diriger sans avoir à rendre des comptes. Les individus désignés par les votes se parent de la légitimité conférée par l'ensemble du système en fonctionnement. Il est possible de faire un parallèle avec le dogme religieux et la sainte onction.

La démocratie représentative génère la caste (la classe) des politiciens. Celles et ceux qui « représentent »... celles et

ceux qui s'affublent du titre de « spécialistes ». La représentation étatisée, toutes tendances confondues, tire sa légitimité de l'élection. À son tour, elle crée les conditions favorables à sa pérennisation.

La démocratie participative

Elle est un leurre car elle associe à la démocratie représentative « une dose » homéopathique de responsabilité directe. Juste ce qu'il faut pour pouvoir faire un effet « vitrine ». Ceux qui préconisent ce type de démocratie nous prennent pour des imbéciles, car à l'illusion première, ils ajoutent une autre illusion, celle liée à la pratique directe au sein des instances du pouvoir. En réalité, cette dose infinitésimale de participation de la « base » n'est pas de nature à modifier sérieusement le système d'État, encore moins à le renverser.

En revanche, elle offre, sans aucune contrepartie, au système de représentation, une « dimension pseudo autogestionnaire ». Dimension totalement vide de sens tant la représentation - et la légitimité qui s'y rattache - pèsent de manière symbolique (et objectivement) dans l'inconscient des individus qui se rendent dans les isolements.

À Porto Alegre seuls 10 % des décisions économiques font partie du domaine associatif d'investigation et d'auto-

gestion. L'essentiel du pouvoir est détenu par les leaders du PT comme nous l'ont très clairement expliqué nos compagnons de la Fédération anarchiste gaucha du Brésil.

La démocratie directe

C'est la démocratie qui agit en parallèle avec la responsabilité des individus conscients, avec la responsabilité collective des individus qui se fédèrent librement, avec l'engagement individuel et collectif.

Elle se situe au sein des logiques de changement. Elle oblige celles et ceux qui la préconisent, qui la vivent ou bien qui s'en réclament, de faire l'effort de l'information, du militantisme (et de la participation réelle), de l'engagement, de l'ouverture.

Elle force les individus à se comporter en acteurs et non en spectateurs. Elle nous pousse constamment à contester l'ordre établi et à revendiquer une société de justice et d'égalité.

Elle nous ouvre à des pratiques anti-autoritaires et libertaires qui définissent dans le champ des luttes et contestations actuelles, les grandes lignes de la société future.

Edward

groupe Puig-Antich

Élections : extrêmes droites, la peur n'évite pas le danger !

POURQUOI les Français exorcisent leur peur de la montée de l'extrême droite, de l'intolérance et du racisme en se rendant aux urnes? Qui peut-être encore assez naïf pour penser que ce « réflexe citoyen primaire » suffit à régler de façon définitive les problématiques engendrées par les discours autoritaires, fascistes et sécuritaires, prononcés à droite comme à gauche?

Comment être naïf au point de penser que seule une droite forte amènera un durcissement des forces de répression (racisme, intolérance, criminalisation sociale)? Alors que, quelle que soit la couleur du gouvernement, l'idée de la création d'un ministère de la Sécurité publique (ou sécurité intérieure) commence à chatouiller aussi bien la droite que la gauche. Jospin, s'il est élu, n'aura sans doute pas de mal à dégouter un nouveau Chevènement, tandis que Chirac annonce d'ores et déjà son intention de créer en cas de victoire électorale, un ministère de la police et de la gendarmerie!

Depuis des années, à droite, à gauche, partout, les petites phrases qui tuent n'ont pas manqué. En 1976, Chirac déclare: « La France ne devrait pas avoir autant de chômeurs, puisqu'elle compte plus d'un million d'immigrés. » Le Premier ministre Barre appelle en 1978 à: « substituer la main d'œuvre française à la main d'œuvre immigrée ». Au début des années 1980, Marchais s'oppose à la construction de foyers de travailleurs immigrés, dans les municipalités communistes, au nom du « seuil de tolérance ». En 1982, Mauroy qualifie « d'agitateurs intégristes » les travailleurs immigrés en grève de l'usine Talbot de Flins et en 1984, Fabius déclare que « le Front national



pose de bonnes questions ». Mitterrand, déclare en 1989 que « le seuil de tolérance est dépassé ». Enfin, Chirac parle en 1991 d'« overdose » d'immigrés, de bruit et d'odeur et soutient le principe de préférence nationale. Sans oublier pour conclure les lois Pasqua, Debré et Chevènement de 1993, 1997 et 1998.

Cette liste est naturellement loin d'être exhaustive et plus récemment, au lendemain de la tuerie de Nanterre, Chirac déclare, en substance: « L'insécurité nous menace et si on reconduit les sociaux-communistes au pouvoir, les sauvagons incivils vont venir jusque dans nos conseils municipaux flinguer nos filles et nos compagnes »!

Hors frontières, restons anarchistes, la situation n'est pas plus brillante. Suite aux attentats du 11 septembre, Tony Blair proclame immédiatement l'état d'urgence et impose des lois d'exception au Royaume-Uni. En Allemagne, Otto Schilly vient de faire adopter un nouvel arsenal législatif renforçant les pouvoirs des services de police et de renseignements. Enfin, fin juin 2002, le

Canada doit entériner la loi C36 qui donnera au gouvernement la possibilité de classer top secret certaines preuves à charge (sous couvert de sécurité nationale), interdisant ainsi aux avocats de la défense d'y avoir accès.

Évidemment, les pays à gouvernement ouvertement fasciste ne font pas dans la dentelle, surtout quand il s'agit de l'ennemi social numéro un: les syndicalistes. Ainsi, en Italie, Berlusconi, au nom du discours sécuritaire ambiant laisse, à la suite de l'assassinat de Marco Biagi (conseiller du ministre du Travail), son ministre de la défense déclarer au sujet de la manifestation de protestation qui réunit 3 millions de personnes dans les rues de Rome, à l'appel des syndicats: « la manifestation de la

CGIL est un danger énorme pour la démocratie. »

Gauche, droite, quelle lutte et contre quelle discrimination?

En France, il y a des violences dont on parle et celles dont on ne parle pas. Si la presse et les élus de tous bords nous gavent avec la violence des « sauvagons », on entend beaucoup moins parler des violences qui frappent les immigrés et leurs enfants, notamment pour la location d'un logement ou encore, dans les bars et les boîtes de nuits. Et il y a enfin, une autre discrimination dont on ne parle jamais: celle-ci est légale, la répression quotidienne, dans les transports (Vigipirate) ou encore le « testing » pratiqué sur les lieux d'embauche et qui demeure le premier facteur de discrimination raciste.

Dans un autre ordre d'idées, les représentants de l'ordre, la police du gouvernement de « gôche » ne ressemblent-ils pas de plus en plus à une police de paras au crâne rasé, dont le look semble correspondre à l'idée d'un ordre musclé qu'ils véhiculent et

qu'ont leur laisse arborer en guise de profil pour « faire peur aux délinquants »?

C'est bien un ministère de gauche avec un président de droite « classique » qui intensifie chaque jour le contrôle des corps, des habitations, des sacs à mains, des voitures, des déplacements en transports en commun et enfin des communications, sous prétexte d'agir « pour la sécurité ». Ce même gouvernement exhorte par voie d'affiche (entre autre dans le métro) ses citoyens à ne pas hésiter à collaborer avec la police pour « assurer au mieux leur tranquillité ». Ce n'est pas un parti d'extrême droite qui, à Roissy, déploie un plan Vigipirate renforcé qui autorise les policiers à conduire des enquêtes de moralité sur les salariés qui travaillent dans l'aéroport?

Et c'est bien encore la police de cohabitation qui a chargé des sans-papiers et des demandeurs d'asile politique qui manifestaient à Lyon, et en a traité, notamment deux de « sales arabes », avant de les embarquer brutalement pour « rébellion ». D'ailleurs ce discours récurrent et unanime autour de la délinquance et de l'insécurité n'a-t-il pas les mêmes résonances, qu'il sorte de la bouche d'un Chirac, d'un Le Pen, d'un Jospin ou d'un Mégret?

Enfin, le vote massif à gôche du temps de « Tonton », pour soit disant « barrer la route au Front de la Haine » a-t-il vraiment réussi à éliminer la présence des fachos, pendant plus de dix années dans quatre grandes villes françaises et des dizaines de plus petites? L'effondrement relatif des forces brunes est venu uniquement de l'intérieur, le divorce de Le Pen nostalgique des colonies et ami des ultra-catholiques et de Mégret le paganiste champion d'une « civilisation européenne contre l'islam ». Il est enfin fort intéressant de constater qu'aux dernières municipales les régions les plus touchées par le vote FN sont souvent celles où les élus de droite et de gauche ont rivalisé de démagogie et de xénophobie! Une seule solution: l'abstention et la lutte sociale!

Patrik Schindler

groupe CLAAAAASH de la FA

NB: nous remercions l'équipe de *Que fait la Police*, Observatoire des Libertés Publiques de Maurice Rajfus et Pierre Tévanian qui nous ont permis de constituer la plus grande partie de nos sources.

Dans le Monde du 11 avril qui racontait la réunion du comité de soutien du FN sur un bateau mouche, pendant laquelle Le Pen a déclaré aux journalistes présents: « Nos idées progressent, la lepénisation des esprits a fini par rapprocher les discours des politiciens de celui que nous tenons. Je pense que cette évolution va expliquer la grande surprise du premier tour (autrement dit sa présence au second)... après on verra! »

Mission civile de protection du peuple palestinien

Interview de Cyrille, membre de la mission, depuis le QG d'Arafat, réalisé en direct par Radio Canut (102.2 FM à Lyon), le vendredi 5 avril à 15 h 30.

RADIO CANUT: Cyrille, peux-tu nous faire un point sur la situation depuis votre arrivée à Jérusalem?

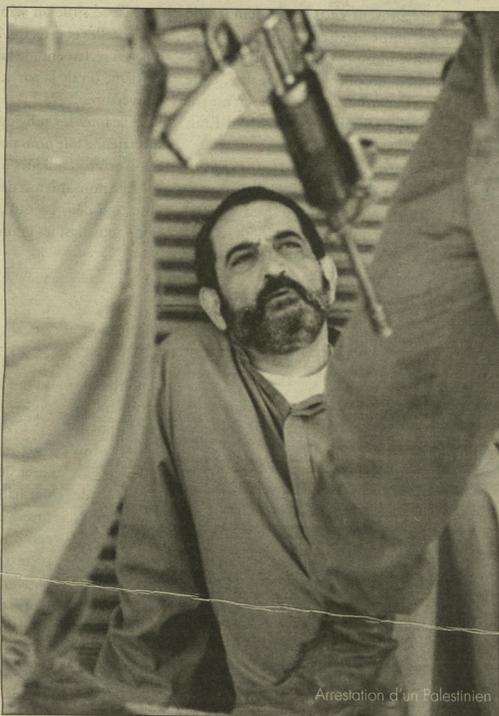
Cyrille: Dans un premier temps, je tiens à dire que les communications peuvent être coupées à tout instant: l'armée israélienne utilise un brouillage qui rend instable les communications avec l'extérieur, la censure opère également ici.

Nous sommes partis de Lyon à trois, Murielle, Benjamin et moi, le samedi 30 mars. Nous avons rejoint à Jérusalem un groupe d'une quarantaine de personnes, puis une centaine d'autres internationaux, parmi lesquels des Italiens, des Basques, des Espagnols, des Anglais et des Allemands, dans le cadre d'une grande mission civile de protection du peuple palestinien. À ce moment-là, les endroits où notre action était le plus nécessaire se trouvaient à Ramallah. Nous avons essayé à plusieurs reprises de franchir le check point nous y conduisant, car nous avons été bloqués par l'armée israélienne. Nous avons donc été obligés d'entrer clandestinement: nous sommes d'abord passés par une « zone tampon », un chantier ou une carrière, pour rejoindre des taxis en territoire palestinien qui, toujours clandestinement, nous ont emmenés jusqu'à l'hôtel Ramallah.

Sur place, étaient déjà présents d'autres « internationaux » dont José Bové. La première décision a été de se rendre à la Moukata, les bâtiments qui abritent Yasser Arafat et ses collaborateurs. Nous avons quitté l'hôtel en manifestation, dans les rues vides de la ville soumise au couvre-feu de l'armée israélienne, pour, déjà, s'approvisionner en médicaments à l'hôpital. Ici, nous avons pu vérifier que l'armée israélienne entre dans les hôpitaux à la recherche de blessés. Nous n'avons aucune nouvelle des lieux où ces derniers sont conduits ni ce qu'ils deviennent. Nous avons donc décidé de nous interposer à l'entrée de soldats israéliens dans l'hôpital. C'est là que nous avons assisté au retour de deux ambulances contenant deux civils palestiniens morts.

Nous nous sommes mis en route vers le QG d'Arafat, malgré les mouvements des chars israéliens et les intimidations, dont des tirs de mitrailleuse. Nous avons progressé calmement au milieu des canons israéliens, profitant le plus possible de notre « statut » d'Européens, pour finalement pénétrer dans le QG d'Arafat sous les regards étonnés des militaires israéliens.

RC: Quels sont précisément



les objectifs de votre mission?

Cyrille: Nous supposons qu'un assaut imminent de l'armée israélienne se préparait, c'est pourquoi nous sommes entrés au QG d'Arafat: nous avons le sentiment d'avoir évité un massacre. Outre Yasser Arafat et ses gardes du corps, le QG abrite des civils dont deux enfants. Au total, c'est une centaine de personnes qui vit ici auxquelles nous nous sommes ajoutés.

Depuis que nous sommes arrivés, les tirs israéliens ont cessé. Notre rôle de « protection » est donc efficace et nous comptons rester jusqu'au départ de l'armée israélienne des territoires occupés. Cette situation a redonné le moral aux Palestiniens présents ici. Nous avons même pu ouvrir les volets cette semaine pendant quelques minutes.

RC: Quelles sont vos conditions de vie à l'intérieur? Avez-vous été ravitaillés?

Cyrille: Les conditions de vie sont difficiles. Il y a des réserves pour la nourriture et l'eau. Nous devons être ravitaillés par le Croissant rouge palestinien, mais les ambulances sont bloquées par l'armée israélienne. Trois véhicules ont franchi les barrages après que les militaires israéliens les eurent fouillés... et se soient servis, notamment en cigarettes. L'armée israélienne a pris des photos, filmé les ambulances pour laisser penser que c'est elle qui a pris l'initiative du ravitaillement. Notre seul apport

d'eau provient des Palestiniens qui vont la chercher en courant à l'intérieur d'un autre bâtiment, indépendant du nôtre. Ils ont également, cette fois à l'extérieur des bâtiments, réparé par deux fois des canalisations d'eau. Elles ont fonctionné une demi-journée avant que l'armée israélienne les détruise à l'aide de leurs chars. Nous n'avons donc pas d'eau courante et nous vivons une situation sur le plan sanitaire et de l'hygiène très difficile.

Cependant, ce sont les conditions de vie à l'extérieur du QG qui sont les plus graves. L'armée israélienne confisque les ambulances, attaque les hôpitaux, détruit les écoles, empêche la circulation des médecins. Les chars rendent les routes impraticables, et des bombardements ont visé des camps de civils. L'armée israélienne se livre à un véritable démantèlement de la société palestinienne et de ses infrastructures.

RC: Cyrille, quelles sont vos réflexions sur cette semaine d'opération militaire?

Cyrille: Nous dénonçons fortement les exactions de l'armée israélienne commise au nom d'une opération « antiterroriste ». Le déploiement des chars israéliens sur les territoires occupés ne correspond en rien à une réalité terroriste au sein de la société civile palestinienne. Si les attentats de ces derniers jours, qui ont été commis dans les villes israéliennes, sont

condamnables, ils sont la conséquence de la politique israélienne de colonisation des territoires occupés, du quasi-apartheid dont sont victimes les Arabes israéliens et des humiliations que subissent au quotidien les Palestiniens.

Pour nous, l'armée israélienne poursuit un autre objectif: d'abord, détruire le peu de structures économiques et sociales de la Palestine qui avait été mis en place à la suite des accords d'Oslo en 1993, puis de mettre fin aux activités de Yasser Arafat qui est, nous le vérifions ici, un symbole fort de la résistance palestinienne. Nous sommes témoins qu'Arafat n'est pas disposé à se laisser capturer ou à se rendre. La politique israélienne de consolidation de l'émergence d'une autre classe dirigeante palestinienne risque de provoquer un massacre. Nous sommes aussi les témoins de la forte mobilisation du monde arabe autour d'Arafat.

RC: Est-ce que vous vous sentez soutenus et informés?

Cyrille: Il y a plusieurs aspects à évoquer. Sont présents ici avec nous d'autres Français, des Basques, des Allemands, un Anglais et un Péruvien. Nous avons ainsi un retour des mobilisations internationales en Europe comme en Amérique du Sud, et aussi depuis le monde arabe.

Nous estimons que la presse est largement victime de la désinformation de l'État d'Israël. Ainsi, nous faisons tout notre possible pour diffuser nos propres témoignages. Nous constatons que les populations ne sont pas dupes: le nombre des mobilisations à travers le monde et leur ampleur nous en apportent une preuve. Toutes les personnes avec qui nous sommes en contact nous ont fait part de l'utilité de notre action. C'est pourquoi nous avons la volonté de rester à Ramallah tant que l'armée israélienne n'aura pas évacué les territoires occupés. Il y a deux autres villes et on ne l'évoque pas suffisamment, où une vingtaine d'Européens sont en mission civile de protection comme nous: à Bethléem, dans le camp de Dshet, et à Gaza.

RC: Ce matin Arafat a reçu la visite de Zini, l'émissaire américain. Que peut-on en espérer?

Cyrille: Nous avons senti cette semaine une amélioration sur le plan diplomatique, mais à une vitesse largement inférieure à ce qui serait nécessaire. Le candidat Jospin a fait des propositions ridicules. Nous appelons à une mobilisation accrue en France pour presser Lionel Jospin et Jacques Chirac à prendre position: nous ne sommes pas en présence d'un conflit entre deux armées mais face à une armée d'occupation qui détruit un territoire entier et s'en prend à la population civile. La diplomatie américaine, par l'intermédiaire de Colin Powell puis Georges Bush, a réalisé un tout petit pas vers la diminution des opérations militaires israéliennes. Bien évidemment, les clés du conflit dépendent pour beaucoup

du positionnement états-unien. Si Zini a effectivement rencontré Yasser Arafat aujourd'hui à midi, nous n'en espérons rien si ce n'est qu'il témoigne à son tour auprès de G. W. Bush de la situation dans les territoires occupés. À son arrivée au QG d'Arafat, l'émissaire américain n'a pas adressé le moindre regard aux personnes civiles présentes. Il a refusé une lettre que nous avions, tous ensemble, membres des missions civiles, rédigé pour faire part au gouvernement américain des conditions de vie à Ramallah et dans les territoires occupés, et exigé le retrait immédiat des militaires israéliens. Arafat s'est saisi de ce courrier pour le remettre lui-même à la délégation de Zini. J'ajoute que les journalistes qui souhaitaient accompagner la mission Zini ont été refoulés avec des gaz lacrymogènes. La même situation s'est répétée quand des Italiens, en missions civiles notamment à l'hôpital de Ramallah, se sont présentés au barrage militaire non loin du QG d'Arafat.

RC: Quelle est l'action concrète du corps consulaire?

Cyrille: Le consulat de France à Jérusalem, contrairement à l'ambassade de Tel-Aviv, a une position claire par rapport au conflit. En revanche, leurs actions sont systématiquement entravées par l'armée israélienne, tout comme celle du consulat britannique, des parlementaires européens ou des représentants religieux. L'émissaire américain Zini a lui aussi été une première fois refoulé avant sa rencontre avec Arafat. Cette attitude de l'État d'Israël face aux représentations diplomatiques nous laisse imaginer sans peine le sort réservé à la population palestinienne. Notre départ est lié à celui de l'armée israélienne des territoires occupés. Nous ne pourrions sortir en toute sécurité du QG d'Arafat que dans ces conditions. Il est hors de question que nous soyons considérés comme des criminels et menottés. Nous sommes entrés ici dans le cadre d'une mission civile de protection du peuple palestinien, projet qui rejoint le mouvement social, parce que la communauté internationale est totalement défaillante. Nous ne nous laisserons pas interroger, emprisonner ou expulser.

RC: As-tu un mot à ajouter?

Cyrille: Ces opérations militaires israéliennes « antiterroristes » se veulent liées, au moins sur un plan idéologique, aux attentats du 11 septembre. Je voulais préciser que le peuple palestinien est desservi par les dégradations des synagogues. Les protestations doivent être tournées vers les représentations diplomatiques, israéliennes ou américaines. Il faut promouvoir chez les juifs de France ou d'Israël les prises de parole opposées au gouvernement Sharon. L'opinion internationale doit peser sur les décisions des gouvernements pour la fin de la colonisation, et le réel développement d'un État Palestinien.

Interview transmise par le groupe Kronstadt de la FA

Buenos Aires

Instantané à la mi-février

Qui s'intéressait à l'Argentine avant ces événements? C'est la question que me posait un camarade de Buenos Aires, ajoutant également que, du jour au lendemain, sa boîte e-mail avait été saturée de courrier provenant principalement d'Europe! Il remarquait aussi que sur bon nombre de sites, une grande place était laissée à ce qui se passait dans son pays, alors qu'avant, cela n'avait jamais été le cas. Même chez ceux qui critiquent l'information officielle, on est sensible aux images, aux effets médiatiques et au spectacle.

Médias et réalité

Avant d'aller faire un tour à Buenos Aires, j'étais dans des pays limitrophes et je suivais donc ce qui se passait en Argentine par la télé. Il était étonnant de constater que même la pire des chaînes, l'une des plus réactionnaires, était obligée de parler des manifestations, des *cacerolazos* et de passer, parfois en direct, des interventions d'hommes et de femmes de la rue qui, grosso modo, disaient tous: « Il faut que tout les politiciens s'en aillent, qu'ils nous rendent nos thunes, ces fils de putes »; et ça passait à la télé... On pouvait voir, aussi un père de famille s'installer dans sa banque pour les vacances. Toute la famille campait dans le hall de l'agence et, pendant que les enfants jouaient avec un peu de sable et des seaux, les parents étaient en maillot de bain dans des transats. « Comme la banque ne veut pas me rendre mon argent pour que je puisse partir en vacances, j'ai décidé de les passer ici, à la banque... »

Bon! Mais comme ce n'est qu'une lucarne, j'ai préféré attendre de passer par l'Argentine pour écrire quelque chose sur le sujet. Avec tout le pataquès médiatique, avec ces images impressionnantes de manif quotidiennes que j'avais vues depuis plusieurs semaines sur le petit écran, j'étais un peu surpris, en arrivant dans la capitale argentine de constater que la vie semblait continuer normalement. Les embouteillages étaient monstrueux, comme la dernière fois que j'étais venu en 1999, les buildings près du port toujours debout, prétentieux, immenses. Très vite, on me raconte des anecdotes, des histoires qui font rire.



« Les politiciens ne peuvent plus sortir tranquillement, l'un d'eux a essayé de prendre un avion à Madrid pour revenir en Argentine. Il a été reconnu par des compatriotes, et ceux-ci ont foutu une telle merde que le type a dû prendre le vol suivant. » « Un autre a voulu s'échapper en passant par un petit village du sud. Il a été repéré par les villageois et déclaré *persona non grata*. »

En arrivant chez des amis, la télévision est allumée et, sur la chaîne « *Chronica* » (qui diffuse très souvent des séquences en direct), on aperçoit des barrages routiers organisés par des chômeurs au sud de Buenos Aires. On éteint *Big Brother* et la discussion part très vite sur les assemblées de quartiers, tout le monde en parle avec enthousiasme, même si les avis sont partagés. D'après ce que j'ai pu comprendre de tout ce qui fut dit, ces soviets de voisins avaient commencé chaotiquement à se former alors que la crise était à son comble au mois de décembre. Il fallait faire attention, dans ces premiers temps à ne pas avoir l'air d'appartenir à une quelconque organisation politique sous peine de se faire lyncher, en particulier dans la province de Buenos-Aires, où la situation sociale a toujours été plus difficile que dans la ville elle-même. La haine du politicien était monstrueuse. Les gens avaient peur, surtout après la répression des 19 et 20 décembre où, il y eut 29 morts.

Une ambiance de rage et de peur apparemment partagée par presque toutes les couches de la population. On pourra sans doute en exclure les politiciens, certains juges et les banquiers.

Tentatives d'auto-organisation

Au moment où j'étais présent, une assemblée interquartiers réunissait tous les dimanches entre quatre et cinq mille personnes dans la seule ville de Buenos Aires. « C'est le bordel, mais en même temps, c'est très instructif », me dit-on. Apparemment, la majeure partie de la population réclame la destitution de la Cour suprême de justice, du gouvernement et même parfois du Sénat. En bref, la phrase que j'entend le plus souvent est: « *Que se vayan todos* » (« Qu'ils s'en aillent tous »). Le deuxième jour de mon court séjour à Buenos Aires, nous arrivons pour la fin d'une manif dont le trajet est circulaire: les gens font le tour du congrès pour empêcher les députés de pouvoir entrer, afin qu'ils ne puissent participer au vote du budget 2002. Nous sommes au mois de février, et les banderoles des partis politiques de gauche sont légion.

À quelques pas du congrès, on arrive au local des mères de la place de Mai. Celui-ci comprend un café et une librairie où toutes les tendances sont représentées...

On trouve de tout. Du fanzine punk en passant par la biographie de Trotski jusqu'aux écrits de Fidel Castro et, forcément, de nombreux ouvrages sur la dictature et ses 30 000 disparus. En feuilletant des bouquins, j'entends un mec parler au vendeur: « Nous sommes en train d'organiser une foire au troc et on m'a dit qu'ici je pouvais voir avec *Machina* qui... », des foires au troc s'organisent dans tout le pays. Avec la dévaluation, les gens essayent tout simplement de survivre. Dans ces foires, on met un système de « crédits » en place, des bouts de papiers en réalité. Mais, les méchants voleurs sont partout... Déjà, de petits malins ont fabriqué de faux crédits. Ce n'est donc pas si simple.

Dans la soirée, nous sommes, un ami et moi-même, décidés à voir, entendre une de ces assemblées de quartier dont on parle tant. Quelques personnes commencent par se rassembler autour d'un banc, dans un square. Un moustachu à lunettes parle aux autres avec une certaine agitation; il a représenté cette assemblée la semaine dernière devant l'interquartier. « C'est impressionnant, tous ces gens, plus de 4 000 personnes qui veulent tous parler. » Peu à peu, un groupe important commence à se former, plus de 60 personnes pour commencer et jusqu'à une centaine. Des jeunes, des vieux, des petits, des grands, des gros... De vrais voisins, de vrais voisins qui, poussés par les nécessités économiques, tentent de s'organiser pour trouver une solution à leurs problèmes. On sent bien qu'il y a quelques militants professionnels, mais ils ne font pas trop les fiers et laissent parler les autres. Pendant que le petit moustachu joue les modérateurs, un grand aux cheveux blancs note les noms de tous ceux qui veulent prendre la parole. Un mégaphone passe de mains en mains. Il est prévu de parler pendant plus d'une heure et de voter ensuite les propositions des intervenants. Un homme au crâne rasé, d'une vingtaine d'années, propose la création d'une commission de jeunes. Loin de moi l'idée de reproduire ici l'intégralité des interventions. Mais ce qui m'a le plus marqué, c'est le respect entre les gens et leur capacité d'écoute.

« Il faut éliminer les députés, pas physiquement, bien que certains le mériteraient... » commence

Suite page 6



Buenos Aires, instantané à la mi-février

Suite de la page 5



l'un des participants. L'idée qu'il faut donner tout le pouvoir aux assemblées de quartier circule depuis plusieurs jours. Même à la télé, dans un certain nombre de débats, cette proposition est prise au sérieux. D'autres participants à l'assemblée, ce soir là, proposent la création d'une foire au troc, d'une bourse du travail et de la santé pour palier les manques.

Tout se passe sans le moindre problème jusqu'au moment où il faut voter les propositions. Là, le manque de pratique et la désorganisation se font quelque peu ressentir. Beaucoup de personnes ont été capables de faire des propositions intéressantes, de manifester leur dégoût du système et des hommes politiques, mais quand il s'agit de s'engager pour réaliser des projets concrets, tout devient beaucoup plus compliqué. Mais petit à petit, quelques personnes se regroupent par petit nombre, et on sent bien une motivation collective qui débouchera sur quelque chose. Cela dit, il semble que dans d'autres quartiers, dans la province de Buenos-Aires, en particulier, les activités soient plus concrètes et plus organisées.

Ici, une liste circule avec les noms, adresses, téléphones, et e-mails de tous ceux qui veulent bien participer. Facile donc pour les flics de dresser une liste des



«subversifs». Mais le nombre impressionnant d'assemblées de ce type à travers toute la ville et dans tout le pays devrait, selon les dires de certains camarades, dissuader la police d'intervenir. En toute logique, une répression monstrueuse devrait, tout de même, avoir lieu un jour ou l'autre. Et les gens s'y préparent, une voisine d'une trentaine d'années propose: «Si pendant une manifestation il y a des arrestations, il faudrait former des chaînes téléphoniques, pour nous réunir à un endroit et aller se constituer prisonniers par centaines et ainsi saturer les commissariats.» Si la proposition paraît suicidaire, elle révèle un état d'esprit voulant anticiper un genre de situations dramatiques auxquelles les Argentins ont été confrontés plusieurs fois (19, 20 décembre, mais aussi 25 janvier).

Les manifs

L'après-midi du lendemain, une manif part de la Cour suprême et se dirige vers le congrès. Beaucoup de banderoles, de revendications anti-FMI, des casseroles s'entrechoquent. Des femmes, des vieux, des jeunes, tous sont là pour exiger la destitution de l'instance de justice la plus importante du pays. Au premier rang, déguisés en prisonniers avec des costumes à rayures et des boulets aux pieds, quelques inconnus portent chacun, autour du cou, une pancarte avec le nom des membres de la Cour suprême.

Une fois arrivé devant le congrès, la majorité des manifestants se disperse rapidement. Mais un groupe d'environ deux cents personnes forme un cercle et commence alors un débat, apparemment, de façon spontanée. «Arrêtez d'insulter les putes, elles font partie du peuple», crie une

dame, sous une banderole féministe. D'autres réclament la destitution du sénat sous les applaudissements de la foule. Et cela continue comme ça encore pendant plus d'une heure.

Et après?

Voilà, pour ce qui est de mon expérience (courte!) à Buenos Aires. Je ne tiens pas à me lancer dans une analyse approfondie des événements. J'émettrai quelques idées, simplement. Pour ce qui est du passé, l'Argentine n'a pas fini d'agiter ses vieux démons. Dans les manifestations actuelles, nombreuses sont encore les banderoles des mères de la place de Mai. 30 000 disparus, ça ne s'efface pas des mémoires comme ça. Et c'est compter sans les exilés, torturés, abattus en pleine rue. La destruction systématique de toute une partie contestataire de la population dans les années 70 a engendré un manque réel d'une certaine culture politique au sein de la population. Sans oublier que, depuis plus longtemps encore, avec le péronisme, la politique en Argentine n'a jamais vraiment été une question de droite et de gauche. C'est bien plus compliqué.

Alors, où va-t-on? Je ne suis pas devin, mais si Duhalde arrive à trouver une solution pour rendre un peu de son pécule à la classe moyenne et que celle-ci n'a pas eu le temps de mûrir sa lutte, il est bien possible que tout rentre dans l'ordre: les pauvres chez les pauvres, les riches avec leurs comptes en banque à Miami ou en Espagne. Mais le président argentin n'a pas encore gagné la partie, et beaucoup disent qu'il est déjà trop tard. Les gens n'auront plus jamais confiance. Et, dans ce cas, tout reste possible!

Tinmar Sudaka

Pologne: ça cogne

Cracovie: attaque violente de la police lors d'un concert punk

Le 13 janvier, à Cracovie, lors d'un concert punk qui faisait partie d'une campagne de charité, la police a utilisé sa force contre les participants du concert. Les policiers ont tiré des balles en caoutchouc sur les gens, et des dizaines d'entre eux ont été sévèrement cognés, y compris des jeunes filles. Cinquante-deux jeunes ont été arrêtés. Heureusement, l'action brutale de la police a été filmée et, sur la base de cette cassette vidéo, l'officier qui commandait l'intervention a été démis de ses fonctions. Cependant, d'autres policiers qui ont participé aux tabassages restent toujours impunis. Sur les jeunes arrêtés, seize sont encore détenus, et on leur interdit d'avoir des contacts avec leurs familles ou une assistance juridique. On les a incités à ne pas porter plainte contre le comportement violent de la police lors du concert. La majorité des inculpés sont accusés d'agression sur officier de police (ce qui, s'ils sont reconnus coupable, peut leur coûter dix ans) ainsi que de vol et de participation à un rassemblement dangereux. L'ABC* (Anarchist Black Cross) polonaise lutte pour la relaxe des inculpés et pour une juste punition à l'encontre des policiers violents.

Cracovie: arrestation de Rafal «Moczul» Gorski

Le 7 février, Rafal «Moczul» Gorski, militant à la Fédération anarchiste de Cracovie, a été arrêté. Dans la soirée, la police est venue chez lui et l'a embarqué. Rafal ne fut pas autorisé à prendre avec lui des effets personnels, même s'il a été emmené en détention pour trois mois. Il est accusé d'avoir participé à une manifestation contre les expulsions, en avril 2001. Ce n'est pas un hasard si Rafal fut arrêté deux jours avant la manifestation annuelle de la Fédération anarchiste de Cracovie contre les autorités locales. Suite à une forte protestation, Rafal a été condamné à 800 zlotys

d'amende et à un mois de prison avec sursis.

Szczecin: liberté d'expression

Une poursuite judiciaire est en cours à l'encontre de Dominik Sawicki, l'éditeur de *Stoczniowiec*, journal anarcho-syndicaliste de défense des droits des ouvriers. Dominik est accusé d'avoir incité au sabotage dans son journal distribué aux ouvriers du chantier naval. Cela est un exemple de la violation de la liberté d'expression. Vous pouvez envoyer vos protestations et opinions à la cour:

Sd Rejonowy
VI Wydział Karny
Ul. Kaszubska 42
70-952 Szczecin.

Varsovie: condamnations sévères

David, Janusz, Wadek et Jakub ont été arrêtés et emprisonnés le 27 décembre 2000, pour une durée de trois mois après une bagarre contre des néo-nazis. Ils ont été accusés d'avoir cogné sur un des nazis. Lors de la garde à vue, l'un d'entre eux a été sérieusement battu par les autres prisonniers. Le 20 décembre 2001, la cour du district de Varsovie a condamné David, Janusz et Wadek à trois ans et demi de prison et ils ont été reconnus coupables de vol avec utilisation d'objets dangereux. Cette sentence est scandaleuse puisque leur culpabilité n'a pas été prouvée (une personne qui aurait prétendument utilisé un couteau à l'encontre des nazis ne figuraient pas parmi les accusés). Elle est aussi ridicule en comparaison de ce qui s'est passé. Aucun des nazis n'a été sérieusement blessé et la somme perdue par un des skinheads équivaut à 10 zlotys. De plus, il est clair que le juge s'est basé sur les idées de David, Janusz et Wadek pour les condamner. Pour leur prouver votre soutien face à cette tragique injustice, vous pouvez leur écrire: David Hass, Wladyslaw Matuszewski, Janusz Szewczyk Arest Ledczy Ul. Ciupagi 1 03-016 Warszawa

Anarchist Black Cross
Poland et HOB0CTB

*ACK (ABC) Pologne
Skr pocztowa 5
60-966 Poznan 31
Pologne
pomierz@poczta.onet.pl

Insécurité dans les transports le cas Mohamed

L EST 23 H 30 ce mardi 19 mars, Mohamed rentre chez lui. À cette heure tardive, il est un des rares passagers du bus 185, qui, du Kremlin-Bicêtre, le ramène à Villejuif. À l'arrêt « Villejuif-Arago », une équipe de contrôleurs monte dans la voiture. Mohamed fouille ses poches, à la recherche de sa Carte orange. Sans doute les contrôleurs considèrent-ils que l'Arabe ne la trouve pas assez vite : rapidement Mohamed se voit entouré.

Quelques menaces fusent, ordre lui est donné de présenter immédiatement une pièce d'identité mais, pas de chance pour les rois de la prune, Mohamed retrouve son coupon et le présente aux contrôleurs. Puisqu'il est en règle, Mohamed pense alors en avoir terminé avec les vert-bouteille : en réalité ses ennuis ne font que commencer. Alors qu'il s'apprête à descendre à l'arrêt proche de chez lui, les contrôleurs lui barrent l'accès à la porte de sortie et hurlent au chauffeur : « Roule ! » Fiers de cette bonne plaisanterie, ils n'hésitent pas à la réitérer aux deux arrêts suivants, avant de quitter le bus, non sans avoir lancé quelques insultes racistes, et mis au défi Mohamed : « Si t'es un homme, descend ! » Il ne répond pas à la provocation, préfère rester dans le bus, se croyant à tort protégé par la présence du chauffeur et de trois passagers : il descendra plus loin, pense-t-il, lorsque ces excités se seront éloignés. Mais les voilà qui grimpent dans une camionnette de la RATP, et se mettent à suivre le bus. Mohamed prend peur, et n'ose plus descendre. Certainement agacés de devoir ainsi l'attendre, les fous furieux remontent dans le bus et, cette fois, s'emparent de lui, le sortent du bus sans ménagement. Une fois sur le trottoir Mohamed est jeté à terre, roué de coups qui l'atteignent essentiellement au ventre, aux jambes. Manque de chance pour les agresseurs, un coup de pied atteint l'œil, un autre lui brise le nez... Calmés, peut-être un peu inquiets à la vue de l'état de leur victime, ils rejoignent la camionnette et disparaissent dans la nuit noire de cette banlieue qui, décidément, est de moins en moins sûre. Les urgences de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre relèveront une fracture du nez (laquelle nécessitera une opération), « suite à une agression avec coups de pied ». S'ensuit une ITT de dix-huit jours au total.

Malgré la violence de l'agression, Mohamed hésite d'abord à porter plainte : que vaut ma parole, pense-t-il, contre celle des contrôleurs ? Il finit par s'y résoudre car, malgré tout, il « continue de faire confiance en la justice ». Cependant, comme deux précautions valent mieux qu'une, il choisit de déposer plainte à la gendarmerie, plutôt

qu'au commissariat de Villejuif – c'est à ce genre de détails qu'on mesure le degré de confiance régnant entre les citoyens et leur police républicaine. Dans les jours qui suivent, sur le conseil d'amis, Mohamed rédige un appel à témoin, qu'il colle aux arrêts de bus du 185. Ils seront, le jour même, arrachés par de zélés serviteurs de la RATP. À la place fleurissent bientôt des affichettes imprimées à la hâte par la direction du dépôt, texte non daté, non signé, dans lequel, comme il se doit, la RATP se défause puisque selon elle, ce soir-là, le seul incident recensé concerne un voyageur « en état d'ébriété avancé », et dont « le comportement anormal perturbait et incommodeait l'ensemble des voyageurs ». Dans cette optique, c'est pour « assurer le confort de ces derniers » qu'une équipe de contrôleurs « est intervenue afin de le prier de descendre, et de faire cesser l'origine du désordre ». Ben voyons... On notera au passage le comique de la formule le « prier de descendre », et on la rapprochera des faits. Par ailleurs, en matière d'ébriété avancée, on se posera la question de savoir quel type d'alcool traînait, ce soir-là, à l'arrière de la fourgonnette : bière ou pastis ? En réalité, ce document sonne comme un aveu : si les contrôleurs n'avaient eu qu'à prier un voyageur ivre de bien vouloir descendre du bus, la direction se serait-elle fendue d'une telle déclaration, affichée sur tous les arrêts du 185 ? En cherchant à se couvrir, le dépôt de Thiais n'a réussi qu'à produire un demi-aveu. Désormais, la RATP aura le plus grand mal à s'expliquer sur la nature réelle de l'incident. Il aurait mieux valu pour elle adopter la posture qu'elle affecte généralement dans ce genre d'affaire, c'est-à-dire ne pas réagir, ensuite tout nier, en bloc. Cette fois, espérons-le, elle ne pourra éviter de rendre compte des pratiques de certains de ses employés. La plainte, pour l'heure, suit son cours, avec constitution de partie civile. Nous ne manquerons pas de vous informer des suites judiciaires de ce regrettable incident.

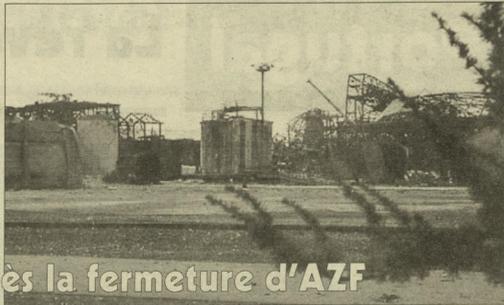
le Réseau pour l'abolition des transports payants

**Si vous désirez protester
contre l'agression dont fut
victime Mohamed, appelez
Christian Leriqu (le directeur
du centre de Thiais,
qui gère la ligne 185),
au 01 40 02 32 37**

**Si vous avez été vous-
même victime ou témoin
des agissements de certains
contrôleurs, agents de sécu-
rité, etc. contactez le RATP
sur : gratuit@samizdat.net,
ou écrivez-lui au 145, rue
Amelot, 75011 Paris**

JEUUDI 11 AVRIL vers 10 h 30, la sirène d'AZF se met à sonner. Le standard des pompiers est rapidement saturé par les appels de nombreux riverains du site qui craignent le pire : une fuite à la SNPE qui renferme toujours des dizaines de tonnes de produits hautement toxiques.

Toulouse : après la fermeture d'AZF



Non à la reprise de la SNPE !

Fausse alerte : ce sont les salariés d'AZF qui, venant d'apprendre la décision de Total-Fina-Elf de fermeture définitive, ont déclenché la sirène. Les milliers de sinistrés qui n'étaient pas au courant, encore traumatisés par la terrible catastrophe du 21 septembre dernier, n'ont plus le goût pour ce genre de plaisanterie.

C'est une évidence : seule la poursuite de la lutte entamée dès les jours suivant la catastrophe nous offre l'espoir d'aboutir à la fermeture et à la dépollution de ce site qui abrite dans ses stocks et dans ses ballastières souterraines de quoi faire crever dans d'atroces souffrances des dizaines de milliers de personnes. Il n'y a pas d'autre issue.

Impasse industrielle

Cette absurdité tragi-comique est emblématique de l'impasse dans laquelle se retrouvent aujourd'hui les salariés du pôle chimique de Toulouse Sud. Premiers touchés par l'effroyable explosion du 21 septembre, ils se sont laissé berné par les fausses promesses de leurs patrons et par la défense aveugle et inconsciente de l'emploi sur le site mortifère. La logique industrielle vient de leur pêter à la gueule une deuxième fois.

En dehors des salariés du pôle chimique, si la fermeture d'AZF n'est pas vraiment une surprise, elle est un vrai soulagement pour les centaines de milliers de personnes qui se trouvaient quotidiennement exposées aux risques engendrés par la présence de cette usine dans une zone densément peuplée et fréquentée.

La lutte continue

Les Toulousains n'en sont pas pour autant au bout de leurs soucis, les déclarations ambiguës des responsables politiques, institutionnels et économiques à propos de la reprise sous conditions (lesquelles ?) de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) n'ont rien de rassurant. Bien cachée derrière le secret défense, cette entreprise stratégique, dont le seul nom en dit long sur le risque qu'elle fait courir aux riverains, n'est pas en voie de fermeture. Lionel Jospin lui-même en a rappelé la fonction vitale pour la défense du pays : on y fabrique les carburants de la fusée Ariane et aussi, et même surtout, des carburants pour les missiles stratégiques.

À Toulouse et ailleurs : agir au lieu d'élire !

CORTÈGE LIBERTAIRE lors de la manifestation antinucléaire du 20 octobre dernier, appel des libertaires contre la guerre le 11 novembre, lutte contre les OGM, manifestations pour l'arrêt des activités du Pôle chimique toulousain... les occasions d'agir et de revendiquer ont été nombreuses pour les libertaires de Toulouse et de la région. C'est dans ce contexte que la Fédération anarchiste de Toulouse a pris l'initiative d'organiser une réunion où ont été conviées plusieurs organisations libertaires toulousaines sur le thème « Agir au lieu d'élire ». L'objectif était de recenser les actions et manifestations prévues par les uns et les autres pour appeler à l'abstention active lors des élections présidentielle et législatives de 2002. Chacun a pu exprimer ses positions et ses projets.

Il faut agir au lieu d'élire, il faut agir pour ne plus subir

La Fédération anarchiste appellent tous ceux et celles qui ont choisi de prendre leurs affaires en main à agir collectivement en participant aux actions pour la fermeture du Pôle chimique de Toulouse, pour le reclassement de tous les salarié(e)s impacté(e)s et pour la réparation intégrale des dégâts par les responsables. Les hasards du calendrier font que le premier tour de l'élection présidentielle coïncide avec la date anniversaire de l'explosion du 21 septembre. Le groupe Albert-Camus appelle à un rassemblement au rond-point de Darty (Langlade) pour exprimer notre détermination à tout mettre en œuvre pour s'opposer à la reprise annoncée des activités de la SNPE qui signifie la remise en danger de mort des dizaines de milliers de Toulousains qui vivent, travaillent ou passent quotidiennement à proximité du Pôle chimique sud.

**Le 21 avril prochain, au lieu d'aller voter :
rendez-vous à 10 heures
au rond-point de Darty
(route d'Espagne, bus 52, arrêt Langlade)**

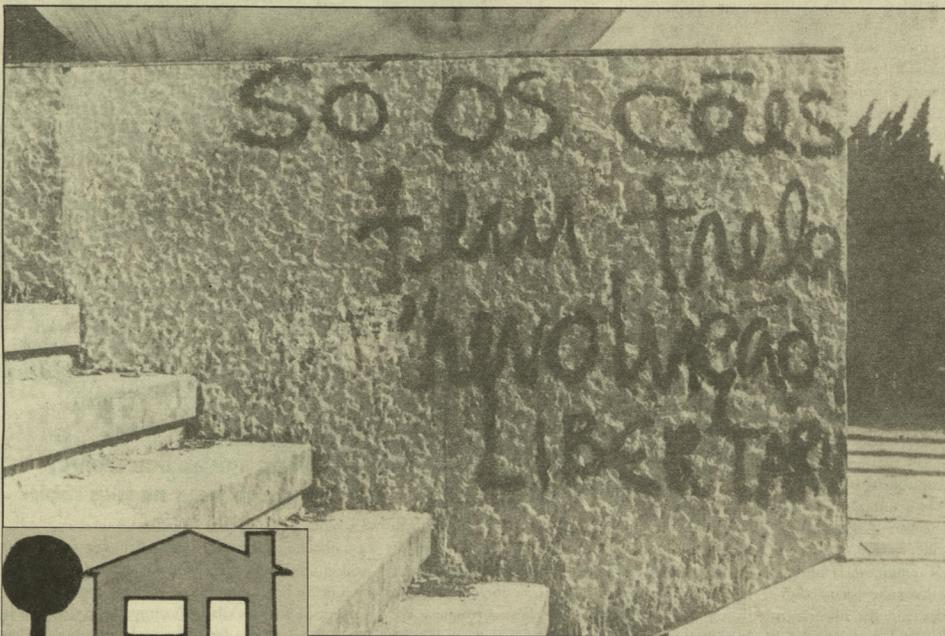
**groupe Albert-Camus
Fédération anarchiste Toulouse**



Alternative libertaire Toulouse et le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste ont décidé d'appeler ensemble à des actions publiques anti-électorales : la formation d'un cortège libertaire « Agir au lieu d'élire » à la manifestation du 1^{er} mai et un rassemblement sur le même thème le dimanche 5 mai (2^e tour) prochain à 10 heures, place du Capitole. Il va de soi que tous les libertaires seront invité(e)s à y participer activement dans le respect des sensibilités des uns et des autres. La diversité des analyses est à nos yeux une richesse bénéfique dès lors qu'il est clair qu'il s'agit d'agir au lieu d'élire.

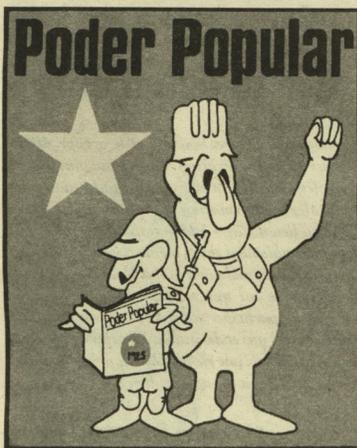
Fédération anarchiste Toulouse

Portugal La révolution des Œillets (1974-75) :



Au petit matin du 25 avril 1974, un pan de l'armée portugaise, sous le commandement des officiers du Mouvement des forces armées (MFA)¹, lance une opération destinée à renverser le gouvernement post-salazariste de Caetano.

Depuis treize ans, le régime fasciste portugais était empêtré dans une guerre dans les colonies africaines (Guinée-Bissau,



Angola et Mozambique). Il paraissait incapable de se réformer². Les dépenses militaires représentaient une charge écrasante pour l'économie et pénalisaient la nécessaire modernisation de l'État. Menacés par quatre longues années de service militaire, beaucoup de jeunes prolétaires préféraient émigrer et fuir la pauvreté et l'uniforme. Pourtant, et en dépit de la forte répression policière, les luttes ouvrières n'avaient pas connu d'accalmie depuis le milieu des années 60, et les secteurs capitalistes modernes aspiraient ouvertement à une transition vers un régime démocratique parlementaire. La guerre coloniale ne pouvait plus être gagnée et elle apparaissait aux yeux de la population comme un facteur d'immobilisme. Il fallait absolument tourner la page.

Une fois le putsch déclenché, le peuple de Lisbonne et de Porto descend en masse dans les rues, défiant les consignes militaires qui demandent à la population de rester chez elle, à écouter la radio et à regarder les événements sur le petit écran. Partout, des petites villes jusqu'aux bourgades oubliées du pays profond, le rejet du régime honni s'accompagne d'une vague de contestation sociale qui n'avait pas été prévue par les comploteurs galonnés. C'est ainsi que deux ans d'intense agitation sociale et politique transformeront un coup d'État militaire en une révolution des Œillets³.

Dès les premiers jours, les militaires sont pris de court par la suite des événements. En particulier, l'exigence populaire de l'arrêt de l'envoi de nouvelles troupes en Afrique et le retour immédiat du contingent précipitent la recherche d'une solution politique à la question coloniale. Les manifestations pour la fin de la guerre se succèdent, des mutineries empêchent l'embarquement de troupes,

alors qu'en Afrique les soldats se révoltent, déposent les armes et demandent à rentrer. Deux mois plus tard, en juillet 1974, les chefs militaires parlent de la nécessité de transférer le pouvoir aux organisations nationalistes africaines qui mènent la lutte armée dans les colonies. Ce qui sera fait un an plus tard. La mobilisation populaire contre la guerre impose de fait la fin du colonialisme; fait historique marquant et irréversible de la révolution des Œillets. Les concessions faites en toute hâte aux organisations nationalistes – expertes dans la guerre de guérilla mais pas préparées à assumer le nouveau pouvoir d'État post-colonial – ne furent que la réponse bourgeoise à cette accélération de l'histoire.

La gauche patriote contre les grèves

Passés les premiers jours de fête de rue, l'agitation se déplace vers les lieux de travail. La fin de l'ancien régime signifie, avant tout, la possibilité de se réunir et de discuter librement; en un mot, la fin de la peur. Pour les exploités, l'arrogance patronale, la dureté des rapports de travail et les brimades du salariat étaient assimilés au fascisme. Des assemblées s'organisent et on tente les premières occupations. Inquiète, la Junte militaire condamne les grèves et les réunions, les attaques contre la hiérarchie dans les entreprises. Une fois de plus, les consignes sont ignorées et le mouvement fait tâche d'huile. On réclame des augmentations de salaires, les congés payés, la réduction des horaires de travail et la fin du travail aux pièces. On chasse les mouchards, les petits-chefs, les chefs du per-

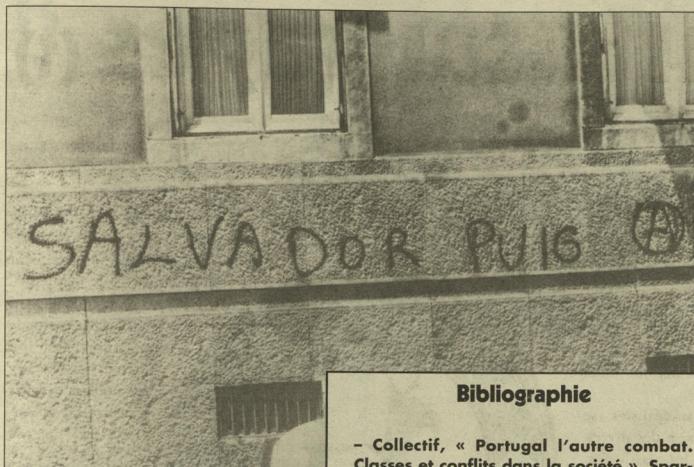
sonnel, très souvent liés à l'ancienne police politique. Le Parti communiste se positionne lui, contre ces actions: «Nous vivons en régime capitaliste et non en régime socialiste. Les entreprises ont des propriétaires. Ce n'est pas aux travailleurs de décider qui doit ou non y travailler.»⁴ Parfois, les revendications sont peu précises et non négociables, signe que quelque chose de profond est en train de naître: un désir de changer la vie. L'agitation gagne la rue et les quartiers où l'occupation des logements vides se généralise, sous les regards des militaires compliques de l'enthousiasme populaire. Il n'en fallait pas tant pour que la bourgeoisie s'affole. Dans un premier temps, elle colle au pouvoir militaire et au premier gouvernement provisoire – à participation communiste et socialiste – qui fait des concessions, et institue le salaire minimal afin de calmer la situation. Mais des patrons commencent à licencier et à fermer les entreprises; d'autres, liés à l'ancien régime, prennent la fuite. La peur a changé de camp.

Aussitôt, une nouvelle vague de grèves contre les licenciements gagne tous les secteurs, des services publics à la métallurgie. Lors des premières grèves, les militaires étaient intervenus comme médiateurs, s'étaient présentés comme alliés des travailleurs face aux patrons, tentant de désamorcer les conflits. La grève des postes, en juillet 1974, et surtout la grève de la compagnie aérienne TAP, en septembre 1974, marquent un tournant dans les rapports entre les travailleurs, les militaires et la gauche. Pour la première fois après le 25 avril, les grévistes découvrent qu'il y a des limites à ne pas dépasser, ceux de l'intérêt général du système. En juin, l'armée démocratique tire sur les détenus des prisons de Lisbonne qui se sont mutinés pour demander une amnistie élargie et, quelques jours



plus tard, les travailleurs au sol de la TAP sont soumis au règlement de la discipline militaire. Les «meneurs» sont arrêtés et interrogés, les photos des manifestations sont saisies à fins d'identification et le quadrillage policier des bidonvilles remis au goût du jour. Des soldats qui refusent les ordres sont arrêtés. Sans hésitation, le Parti communiste se place du côté du manche:

une expérience oubliée (1^{re} partie)



« En aucun pays, même ceux de vieille démocratie, on peut permettre des appels ouverts à la désertion et à l'agitation au sein de l'armée ». En août 1974, la loi élaborée par la gauche rétablit le droit de grève, tout en interdisant les grèves politiques. C'est le moment choisi par le Parti communiste pour lancer une féroce campagne anti-grève : « Non à l'anarchie économique », « Non à la grève pour la grève », « Non aux grèves irresponsables ». Et le chef communiste Cunhal de répéter : « La grève générale mène au chaos. »⁶ Conscient du vide laissé par l'effondrement des anciens syndicats fascistes, le Parti saisit l'occasion pour créer un nouveau syndicat unique⁷, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

Les coordinations

L'affrontement avec les nouvelles forces de l'État, l'armée et les partis de gauche, radicalise les luttes ouvrières. Les revendications deviennent politiques, critiquent explicitement l'idée de l'« intérêt général », que la gauche impose comme limite des luttes. L'ampleur de la contestation à l'ordre capitaliste déborde les murs des entreprises, casse les séparations entre les divers champs d'agitation. À ce moment précis, les staliniens portugais se montrent incapables d'enfermer la contestation dans les entreprises et la séparation entre lieux de travail et société civile tend à disparaître.

Aux manipulations politiques, les travailleurs répondent par l'auto-organisation et la démocratie de base. Le recours aux assemblées se généralise, on forme des commissions de travailleurs, dépassant les divisions corporatistes des nouveaux syndicats, composés de délégués élus et révocables. Le grand problème concret, immédiat, est celui de la coordination des divers organismes de lutte. Le pas fut franchi : deux coordinations sont créées. Celle de Lisbonne, la commission Interentreprises, regroupe la gauche syndicale. Mais la volonté de quelques militants ne pouvait pas combler la passivité de la majorité des exploités. Ainsi, en avance sur les conditions du moment, ces formes d'organisation vont fonctionner contre l'objectif d'auto-

prises fermement, le grand capital privé national s'exile et les multinationales sont en attente. Le pays vit dans une atmosphère de contestation générale, alors que l'État est affaibli par l'existence de plusieurs centres de pouvoir. Les travailleurs militants sont divisés. Les « réalistes », qui suivent les consignes des syndicats contrôlés par le Parti communiste, font face à ceux tentés par le radicalisme révolutionnaire, organisés dans quelques commissions de travailleurs. Le succès de la grande manifestation du 7 février 1975, à Lisbonne, organisée par la commission Interentreprises, contre les licenciements et la répression capitaliste, la solidarité manifestée à son encontre par le ministère du Travail communiste (contrôlé par les communistes) et l'ambassade américaine, montrent que ce courant accroît son influence. Plus que la présence des communistes dans l'appareil d'État, c'est désormais la radicalisation de

la bourgeoisie ainsi que les politiques et militaires, garants des intérêts capitalistes du bloc occidental.

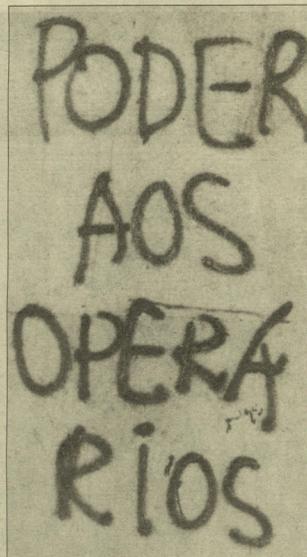
Le Parti communiste, de par sa capacité de contrôle et de répression du mouvement gréviste, s'était imposé dans les institutions. De son côté, le Parti socialiste n'a pas les moyens de peser sur l'affrontement social et se place sous la protection de la hiérarchie militaire. Avec la tentative de putsch de mars 1975, les courants conservateurs essayent de renverser la tendance du moment. Mais l'engagement populaire, la haine du fascisme, sont tels que les droitiers sont balayés. Cet échec – et le conséquent renforcement des courants à gauche du Parti communiste – ouvre la seconde phase

Bibliographie

- Collectif, « Portugal l'autre combat. Classes et conflits dans la société », Spartacus, 1975.
- Jaime Semprun, « la Guerre sociale au Portugal », Champ Libre, 1975.
- Charles Reeve, « la Conception putschiste de la révolution sociale. Le cas portugais », Spartacus, 1976.
- Charles Reeve, « Les œillets sont coupés. Chroniques portugaises », Paris-Méditerranée, 1999.
- Joao Freire, « les Anarchistes au Portugal », éditions CNT-RP, 2002.

nomie recherché. Fortement influencées par les courants maoïstes et autres formations avant-gardistes, elles deviennent des arènes d'affrontements bureaucratiques, se vidant progressivement de la participation de la base ouvrière. Malgré le caractère arriéré du Portugal et son isolement, qui empêchèrent qu'un processus révolutionnaire puisse s'y développer jusqu'au bout, ces organisations autonomes restent l'expression de la radicalité du mouvement. Sa courte vie empêcha qu'elles puissent avoir une résonance internationale. Mais leur activité marqua définitivement les mois les plus chauds de la révolution des Œillets.

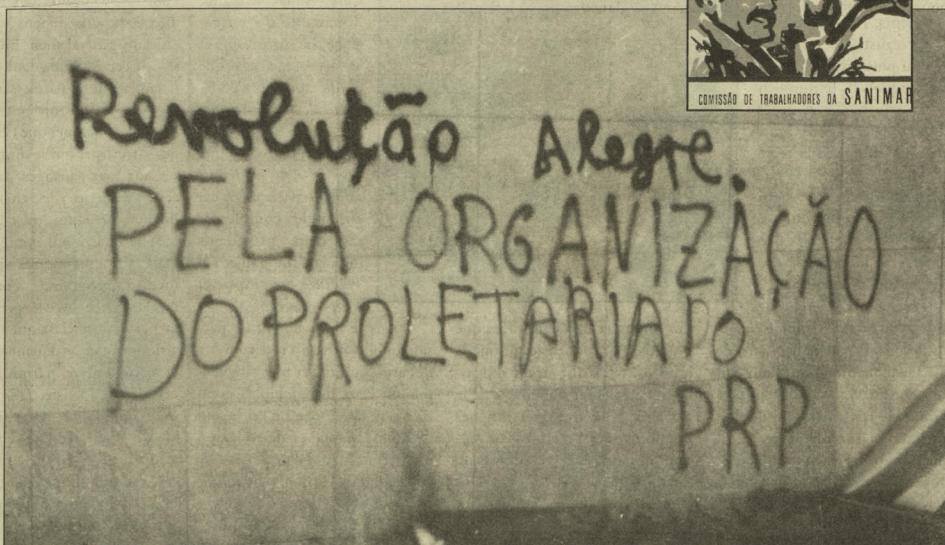
Début 1975, la situation économique continue de se dégrader : les petites entre-



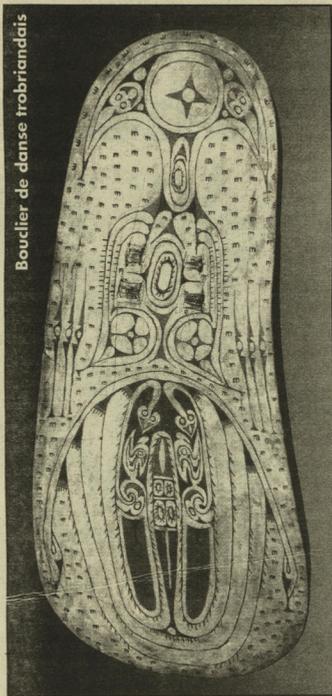
de la révolution des Œillets; avec la constitution d'un gouvernement proche des positions du Parti communiste.

Charles Reeve

1. Le MFA fut clandestinement créé en mars 1974, par des officiers de métier, opposés à la politique coloniale du régime. Il y avait dans le MFA diverses tendances, allant des officiers proches du Parti communiste et de l'extrême-gauche aux officiers démocrates conservateurs.
2. De 1926 à 1974, le Portugal a subi la plus longue dictature de l'époque moderne en Europe occidentale.
3. Dès les premiers jours, le peuple met des œillets aux fusils des soldats insurgés. D'où l'expression reprise par les médias.
4. Déclaration d'un dirigeant du Parti communiste, 5 décembre 1974.
5. Interview d'un dirigeant du Parti communiste, Expresso, 22 juin 1974.
6. Alvaro Cunhal, 25 mai 1974.
7. Par la suite la CGTP s'est trouvée en concurrence avec un syndicat d'obédience social-démocrate, l'Union générale des travailleurs (UGT).



Le surréalisme et les arts sauvages (1)



Bouclier de danse trobriandais

RÉCEMMENT, il a été souvent question, dans les replis de l'actualité, du conflit du musée d'ethnographie du Trocadéro, l'ensemble du personnel exprimant quelque inquiétude pour ce qui concerne les conditions de travail et le sort des objets, de leur déplacement et de leur stockage provisoire avant leur installation définitive au musée en construction, quai Branly. Ce musée sera consacré aux « arts premiers », une appellation relativement récente qui remplace celle d'« arts primitifs » jugée quelque peu dépréciative et succédant déjà à « arts nègres », plus ouvertement réductrice et raciste.

La sensibilité surréaliste s'est tôt reconnue tant dans les zones d'ombre de la culture dominante européenne que dans l'expression de celles des peuples d'autres continents. Nombre d'entre les surréalistes se sont penchés au plus près de ces arts dans lesquels ils retrouvaient leurs visions des mondes. Les jeux du regard montrent, en effet, que la représentation la plus fidèle qu'il soit possible du réel, signifiant élémentaire pour une grande part des arts européens, était loin d'être partagée par toutes les cultures.

Parti à la recherche des Indes, Christophe Colomb, égaré, fut découvert par les habitants de l'île Guanahani, aujourd'hui San Salvador ou Watling, qui lui permirent de rencontrer ce double continent nommé plus tard Amérique où s'étaient déjà développées des civilisations prestigieuses, des sociétés diverses allant de l'oligarchie aux systèmes

alerta davantage les artistes qui cherchaient à l'expression des échappées nouvelles. Si, parmi eux, Gauguin fut un des tout premiers à apprécier l'extraordinaire richesse des arts océaniques, il ne fut pas pour autant le seul puisque, déjà, les artistes qui accompagnèrent les premiers voyages du capitaine Cook se dirent, à leur découverte, absolument émerveillés. À quelque temps de là, les cubistes et Picasso, notamment, ressentirent comme une révélation devant la facture

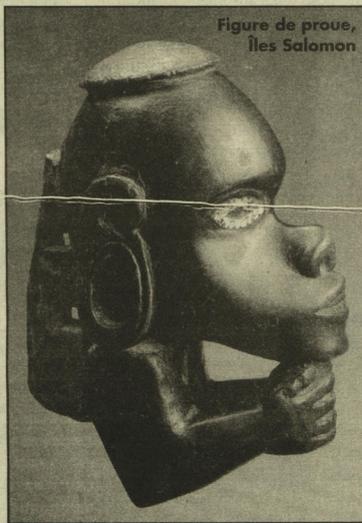


Figure de proue, îles Salomon

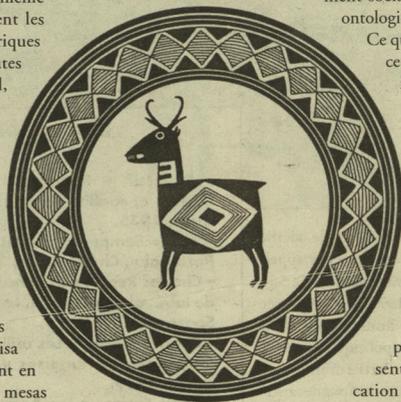
des objets et des sculptures que produisaient ces artistes jusque-là ignorés. Mais ils furent davantage sensibles au traitement de la matière, à la transgression des perspectives et à d'autres conventions des formes et à la subversion du regard que généraient, dans leur ensemble, les arts sauvages. Le cubisme et le fauvisme jouèrent

plus des évolutions du traitement de la forme que de la révolution du regard. Le surréalisme, quant à lui, a trouvé dans ces arts cette vision multidimensionnelle qui permet de saisir, dans un même mouvement, non seulement les divers paramètres géométriques mais, simultanément, toutes les échappées du réel, jusqu'aux détours mêmes du temps.

Les surréalistes sont tous, à des divers degrés – les plasticiens sans jamais succomber à la tentation de l'imitation –, intéressés aux arts qu'ils choisirent de nommer « sauvages », certains allant jusqu'à rassembler des collections de qualité. Elisa Breton raconte que, visitant en compagnie d'André les mesas hopis, dans le sud-ouest des États-Unis, ils sympathisèrent avec quelques personnes et, séduits par les poupées kachinas, attachants objets qui représentent, pour l'éducation des enfants, les personnages du panthéon hopi, ils s'enquirent de l'éventuel achat de quelques pièces. Il leur fut répondu que, ces objets appartenant aux enfants, c'était à eux qu'il fallait formuler leur demande, aucun parent ne pouvant se passer de leur accord. Vincent Bounoure fut de ceux qui portèrent un grand intérêt aux arts sauvages, au point d'y consacrer une grande part de ses activités. C'est sous le titre « Actualité du surréalisme, Le surréalisme et les arts sauvages » que parut, en octobre 2001, un recueil de textes que Vincent Bounoure avait donnés à la revue *l'Œil* puis à *Arts d'Afrique noire, arts premiers*, cet ensemble complétant ses deux précédents ouvrages sur le sujet : *la Peinture américaine et Vision d'Océanie*.

Dans le mouvement de passion qui l'avait saisi à la découverte des arts primitifs et plus singulièrement ceux des archipels océaniques, se développa un tel besoin de connaissance et de réflexion qu'il s'était investi dans des études approfondies. Ce qui lui permit de passer de sa profession d'ingénieur à celle d'expert en arts primitifs.

Dans cette spécialité, sa perspicacité et son exigence lui avaient conféré une autorité certaine tant auprès des amateurs, des collec-



tionneurs que des spécialistes. Son regard de poète avait fortement concouru, ses connaissances et la finesse de son goût aidant, à cette approche singulière des arts océaniques qui était la sienne. Vincent Bounoure avait su gommer la cloison usuellement glissée entre l'érudition et la sensibilité, et ses études concernant les éléments de style, de facture, de localisation et d'époque ou toute particularité, tant pour ce qui le passionnait que pour ce qu'il estimait de moindre attrait, furent de subtils moments de connaissance et de passion. Chaque page de ce recueil en porte la marque.

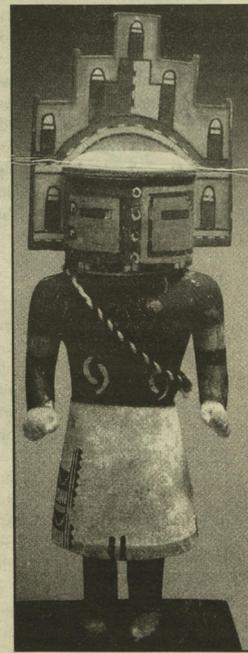
Mais pourquoi Vincent Bounoure a-t-il éprouvé une telle prédilection aux dépens des arts africains généralement mieux prisés ? Il s'en explique dans « Retenissement de la parole sauvage », un texte de la troisième partie : « Il est à remarquer que l'ensemble des surréalistes qui se sont intéressés aux arts sauvages partagent cette préférence », et, citant Apollinaire : « À la fin, tu es las de ce monde ancien. » Il ajoute : « C'en était fait, alors, de ces vieilleries méditerranéennes, emportées qu'elles étaient avec les prestiges de la perfection classique, fût-elle africaine », et, évoquant Gauguin et cette œuvre parmi les plus célèbres de l'artiste, *D'où venons-nous, qui sommes-nous, où allons-nous ?*, il amorce une réponse en affirmant : « Là-bas, le monde se reborde des ultimes confins qu'il faudra fréquenter d'une présence toujours vigilante si l'on garde

espérance et peut-être volonté d'entrevoir l'autre côté des choses. » C'est là, incidemment, toute la conception surréaliste de la liberté qui se veut non seulement sociale mais foncièrement ontologique.

Ce qui frappe, en feuilletant ce livre, c'est la profonde implication de son auteur dans la fréquentation des arts sauvages ; implication qui dépasse l'élémentaire passion du collectionneur. Il y retrouvait des parentèles sensibles. D'autres surréalistes, tels Breton ou Péret, pour ne citer qu'eux, ressentirent cette communication indéfinissable mais prégnante au possible entre les forces qui se cherchent, se rencontrent, bien au-dessus des cultures et des époques, telles d'aériennes racines.

Aurélien Dauguet

Vincent Bounoure, *Vision d'Océanie*, musée Dapper, 1992.
Vincent Bounoure, *La Peinture américaine*, éditions Rencontre, Lausanne, 1967.



Poupée kachina

En vrac

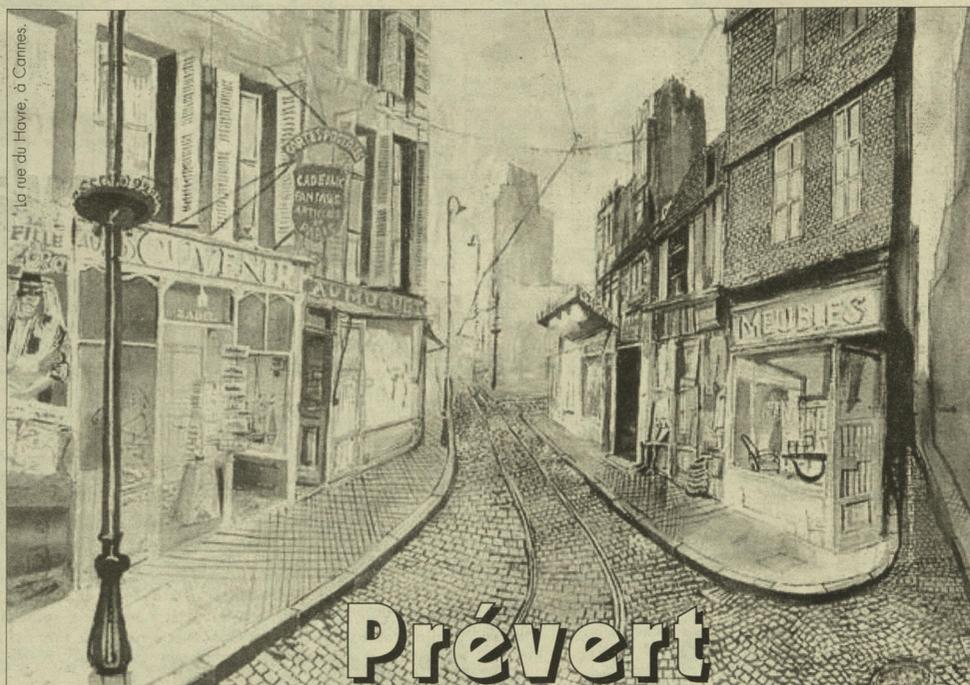
BAMBULE. C'est le nom d'un zine qui vient de sortir. Au programme : Voies d'Elles, Tragedy, Amanda Woodward, l'Indonésie, Todo es, Rad Party, Otto Dix, et j'en oublie. C'est plus qu'un zine, c'est une véritable revue que vous pourriez trouver en kiosque si le monde était mieux fait. Les textes sont solides, éclairés, les sujets variés et intéressants, c'est l'expression adulte d'une véritable recherche d'autre chose, dans les domaines les plus variés. Un autre regard, plus personnel. Les numéros précédents, parus sous le nom de « Tu honoreras ton père et ta mère, 1 et 2 », étaient déjà de la même qualité, une qualité qui se situe à des années-lumière des naïseries au kilo dont nous gratifient nombre de zines qui, trop souvent, ne sont qu'un gâchis de papier servant de tremplin médiocre à une expression fade et incolore des lamentables états d'âme sucés et resucés de potaches boutonneux et incultes, aussi ignorants qu'intransigeants. *Bambule* fait 68 pages – avec poster central – et vous pouvez le commander pour 2,30 euros (4,66 port compris) à l'adresse suivante : Nicolas Retière, 5, rue Buffon, 38000 Grenoble.

Les_nains_aussi@libertysurf.fr ; Laurent/UrbanSprawl

PABLO ET MIGUEL sont deux glandeurs invétérés dont on peut suivre les pitoyables aventures dans un comix du même nom. Expériences ratées de travail, rencontres hasardeuses, galères invraisemblables, combines foireuses et embrouilles en tous genres, le tout sur fond de joyeuses défonces. Nos deux z'héros, amateurs de pizote, de pilules et de cigarettes qui font rire, militants de la cause paresseuse, finissent par en devenir attachants. À lire à l'apéro, pour se détendre. 28 pages format poche, couverture en couleurs, par contre, pour le prix, il faut demander à García R., 2 chemin de l'Argentière, 31620 Labastide.

BLACKHART est un zine militant où sont repris divers articles, textes, dessins, chansons, jeux, BD, etc. parus dans différents journaux. Les thèmes, du coup, sont variés, on retrouve dans chaque numéro des textes sur le vote, la guerre et l'armée, la voiture, le végétarisme et le végétalisme, le nucléaire, le sexisme, le capitalisme, les fachos, etc. C'est une mine de renseignements pour qui connaît peu ou mal les idées des anarchistes, antispécistes & co. Ce type de zine permet d'allier une certaine qualité rédactionnelle (les parutions d'où sont extraits les articles sont choisies avec soin) et quantité car chaque numéro « pèse » 70 pages A4 (environ), avec s'il vous plaît une couverture en couleurs et une vraie reliure. Prix libre + 1,30 euros de port en timbres, chez Blackhart, poste restante, Arnaud Bernard, 31000 Toulouse.

André Sulfide



Prévert

cancre et poète

IL EST assez peu de cantons en France qui ne possèdent désormais leur école ou leur lycée Jacques-Prévert. Gloire et reconnaissance officielle rendue au poète par l'Éducation nationale qu'il avait pourtant fort peu fréquentée, sinon la seule école libre qui soit : l'école buissonnière. Il fallait bien que 25 ans après sa mort sa biographie paraisse.

Le journaliste Yves Courrière s'y est attelé à l'occasion du centenaire de la naissance de Prévert en l'an 2000. Une somme nécessaire mais un peu chère il y a deux ans et qui existe désormais en version de poche. Plus aucune raison de boudier notre plaisir et de s'en priver.

On découvre grâce à ce livre un personnage étonnamment moderne, pour son époque bien sûr, et dont les fréquentations, les amitiés, les découvertes, renforcent en nous cette idée simple, cette constatation bien heureusement vivace dans notre milieu : il n'est en rien nécessaire d'avoir approché le savoir académique pour devenir un grand bonhomme de la littérature et des arts. Mais l'instinct non plus ne suffit pas toujours. Il fallait avoir du courage pour hériter d'une famille aussi conservatrice que la sienne et devenir un poète de cette importance, « anar mais élégant », curieux de tout dans ce Paris d'après-guerres, dont la jeunesse débordait d'énergie et de vitalité après les boucheries des deux premières conflations mondiales. Car Prévert n'est en rien l'enfant d'un prolétariat laborieux mais digne. Grand-père ultra

catholique et je dirais même plus, catholique ultra, qui faisait ses humanités à Saint-Nicolas du Chardonnet (déjà!) et d'un père ambitieux mais raté qui trimballera son fils de bistrot en bistrot et d'ardoises en ardoises. Mais n'est-ce pas là un bon moyen pour découvrir la vie! Prévert en gardera en tout cas une solide haine pour les ecclésiastiques, haine dont il ne se départira jamais, mais de façon plus inexplicable il aura les mêmes sentiments pour les militaires.

À travers cette biographie, c'est une histoire d'une littérature et d'un siècle débordant d'invention et de talent. Au terme d'une vie associée au plaisir, aussi bien à ceux de la boisson, de la chair, de l'oisiveté ou de la création, l'un pouvant rarement ne pas s'accommoder de l'autre, il pourra déclarer : « J'ai eu une belle vie. Une vie comme ça je la souhaite à beaucoup ». Il aurait effectivement beaucoup de mauvaise grâce à s'en plaindre. C'est pas pour dire mais la fréquentation de Picasso, de Braï, de Breton, de Desnos, de Marcel Duhamel, pour ne citer que les plus connus, ça aide bien à vivre une belle vie. Le foisonnement culturel et artistique de Montparnasse des années vingt ou de Saint-Germain-des-Prés dans la fin des années quarante, aura il est vrai des répercussions exceptionnelles. Combien de musiciens, de peintres, d'écrivains sont-ils passés dans ces cafés, ces caves, ces cabarets, au seul motif d'une envie de vivre on ne peut plus légitime et dont les talents vont éclater. Jeunesse dorée? Pas si sûr. S'il est vrai que l'intronisation dans ces milieux est souvent facilitée par l'absence de soucis pécuniaires, le mythe de l'artiste famélique mais bourré de talent trouve bien son origine quelque part. Et Prévert, dont la gestion des problèmes financiers ne semblait pas exemplaire, loin s'en faut, saura toujours accueillir et rester fidèle à tous ces musiciens, ces décorateurs, ces artistes qui voyaient dans ces endroits les seuls lieux où leurs talents pouvaient trouver leur véritable reconnaissance. De là à affirmer que les explosions culturelles comme le surréalisme

ou l'existentialisme, ne sont que les produits d'une fringale d'après guerre et partant, se féliciter que les guerres aient pu exister, c'est une démarche de pur esprit. Mais il reste que c'est bien au sortir de ces deux cauchemars que les créations artistiques ont pu naître.

Mais notre Prévert dans tout ça? Au cœur de ce milieu, il gardera sans cesse, et toute sa vie durant une reconnaissance et une tendresse, mais aussi une solidarité sans failles et sans limites pour tous

- ceux qui mangent la mauvaise viande...
- ceux qu'on endort pas chez le dentiste...
- ceux qui fabriquent dans les caves les stylos avec lesquels d'autres écriront en plein air que tout va pour le mieux...
- ceux qui ont le pain quotidien relativement hebdomadaire...
- ceux qui l'hiver se chauffent dans les églises...
- ceux que le suisse envoie se chauffer dehors...

Ainsi Prévert n'est pas seulement celui dont l'Unesco gratifiera d'un salut international lors de sa disparition en 1977 (sans doute à cause du texte du programme de Françoise Hardy auprès de laquelle il se fera photographe chez Castel), il n'est pas non plus celui dont des générations d'écoliers tenteront d'annoncer quelques vers entre la maternelle et le CM2 des écoles des municipalités communistes. Qu'il nous reste *Le jour se lève* ou *Quai des Brumes*, qu'il nous reste *Paroles*, le groupe Octobre dont il fut l'âme, qu'il nous reste enfin cette irremplaçable gauloise au coin du bec dont les cendres venaient sans cesse maculer le revers de son costume quand le Jacques avait un peu bu, et surtout cette inoubliable Barbara dont personne ne sait encore ce qu'elle est devenue.

Jipé

Yves Courrière, Jacques Prévert, En vérité, Folio Gallimard (en vente à Publico)



Meeting anti-electoral à Paris

AU MEETING anti-electoral du 12 avril à l'AGECA de la FA, nous avons invité le syndicat de la magistrature, en la personne d'Ulrich Schlalchli son secrétaire général, pour nous parler des lois sur la sécurité quotidienne (LSQ). Cela peut paraître anachronique, pour des anarchistes, d'inviter un magistrat à un de ses meetings, mais il nous semblait bon de montrer, à travers quelqu'un au cœur du système étatique républicain, les dérives d'un tel système.

D'après Ulrich, il est dangereux de ramener la notion de droit à un équilibre entre la sécurité et la liberté ; si équilibre il doit y avoir, c'est entre la puissance de l'État et la liberté de l'individu. Pour lui : « La sûreté n'est nullement le droit d'être protégé par l'État contre les agressions des particuliers. C'est le droit de ne pas être inquiété par les agents publics à raison d'actes qui n'auraient pas été préalablement prohibés par la loi. » Cela se traduit par la légalité des délits et des peines, la présomption d'innocence, la garantie d'un procès équitable, public, au cours duquel les droits de la défense sont respectés par un juge indépendant du pouvoir exécutif, l'individualisation des peines et le droit à l'oubli.

Fort de cet idéal, il ne peut que constater que le personnel politique, quand il détient le pouvoir, s'attache à rendre flou le droit pénal et à agir en marge du droit. Il s'alerte de la banalisation de notions totalement floues telles que l'insécurité, la mise en cause et l'incivilité : « Le concept d'insécurité qui s'est peu à peu substitué à celui de la délinquance, a l'avantage pour les maîtres, de recouvrir à la fois un sentiment, la peur, et une réalité, polymorphe, faite d'agressions, de chômage, de grands risques sanitaires, bref de risques, les deux ne coïncidant pas et permettant au pouvoir de le définir à sa guise selon les besoins de son propre développement. »

« Aujourd'hui, la sûreté des personnes est en danger, non du fait de l'augmentation, réelles ou

supposées des actes délictueux ou criminels, mais du fait de la tentation du pouvoir de s'affranchir des règles fondant l'État de droit, sous couvert d'efficacité de la lutte contre l'insécurité. » Les lois sur la sécurité quotidienne sont un bon exemple de pouvoir de personnel politique qui, en s'affranchissant du contrôle du Conseil constitutionnel, a édicté des lois en profitant du climat émotionnel résultant des attentats du 11 septembre. De même que les attentats anarchistes de la fin du XIXème siècle ont été le prétexte aux lois scélérates qui n'ont été abolies qu'il n'y a peu d'années.

Le flou de notions telles que l'incivilité, permet de criminaliser n'importe qui selon les besoins. En effet il est incivil d'obstruer l'entrée d'un immeuble, de même que laisser sonner un portable dans un lieu public, de manger avec les doigts, de ne pas dire bonjour ni merci, de faire des promesses électorales mensongères. « Pourtant, le respect des bonnes manières ne saurait être pénalisé sans transformer notre société en un véritable État policier. »

Pour nous, anarchistes, ces dérives par rapport à l'idéal de l'État de droit, loin de nous étonner, nous semblent inéluctables. Nous pensons que dès qu'un individu, ou groupe d'individus, détient le pouvoir, il ne peut résister à la tentation d'en abuser, et qu'il est prêt à toutes les bassesses pour s'y maintenir. C'est pourquoi nous pensons que les règles qui régissent la vie en société doivent être définies et acceptées par tous, sans l'intermédiaire d'un État, fût-il démocratique. Depuis plus de deux cents ans que cette notion d'État de droit a été idéalisée par les révolutionnaires de 1789, elle n'a jamais cessé d'être détournée par les tenants du pouvoir qui se sont servis d'elle pour imposer leur pouvoir. Les seuls droits des citoyens, étant ceux qu'ils ont arrachés par la lutte.

Christophe

groupe libertaire Louise-Michel

À bas les élections !

JEUDI SOIR, le groupe de Rouen organisait un meeting à la Halle aux Toiles sur l'abstention révolutionnaire. La salle était composée de sympathisants et bien sûr de deux trotskistes amenant la bonne parole sur l'outil primordial que sont les élections pour mener à bien un projet révolutionnaire. C'est surtout pour mener leur projet.

Le débat s'installe entre la JCR (jeunesse communiste révolutionnaire) et la FA à propos de l'utilité du vote, de la désignation du chef suprême afin de prendre les meilleures décisions qui seront bien entendu les plus appropriés pour nos besoins mais aussi sur quelle alternative aux élections. Comme à leur habitude les trotskistes après avoir fini leurs discours élogieux s'en allèrent joyeusement et heureux d'avoir pu prêcher la sainte parole ! Finissons en avec cette grande escroquerie que sont les élections, prenons nos affaires en mains sur des bases de fédéralisme libertaire et balayons ces suppôts du capitalisme.

David

Groupe de Rouen

Printemps libertaire à Rennes



vendredi 26 avril

- 18 heures : Ouverture des journées par la Fédération anarchiste
- 18 heures 30 : Féminisme et anti-sexisme avec Isabelle (FA)
- 20 heures : Repas (sandwichs...)
- 21 heures : Concert 2 euros en location, 3 euros sur place

No time to lose ; Phase Terminale ; Skuds and panics people

samedi 27 avril

- 10 heures 30 : Accueil, vidéo
- 11 heures 30 : Repas
- 13 heures 30 : Les anarchistes et leur histoire

LE GROUPE LA COMMUNE de la Fédération anarchiste invite toute personne, association ou organisation libertaires à participer aux deuxièmes journées libertaires qui se dérouleront les 26 et 27 avril à Rennes, à la maison de quartier de Villejean. En cette période électorale, nous souhaitons ouvrir une perspective de transformation sociale, lors d'un forum de réflexion et d'action libertaires. Une alternative à l'injustice capitaliste n'est possible que si nous la construisons jour après jour. Au programme de ces journées : des débats, un forum, des concerts.

Informations et réservations : au local 9, rue Malakoff, 35000 Rennes. Tél. : 02 99 67 92 87. Permanences mercredi et samedi de 15 heures à 19 heures, et sur le site Web : www.fa.rennes.fr.st et e-mail : fa.rennes@fr.st

- 15heures 15 : Actualités de l'anarchisme en Bretagne (nucléaire, transports gratuits, drogues, contrôle social). Forum animé par des membres de l'union régionale de la FA

- 17 heures 30 : Face aux élections, le projet social des anarchistes. Forum animé par la FA et d'autres organisations libertaires invitées.

- 19 heures : Repas (sandwichs...)

- 21 heures : Concert 7 euros en location, 9 euros sur place

Les Oisives ; Les Casse-Pipe

Expositions

Élections ; Femmes anarchistes



Festival des résistances alternatives

à Paris, du 13 avril au 5 mai
Voir Agenda

L'anar démasqué

UN LECTEUR castelroussin de la Nouvelle République a eu le choc de sa vie en se promenant à Bordeaux : il a découvert une affiche de la Fédération anarchiste demandant « les transports gratuits pour tous et toutes et la suppression des contrôles et des amendes ».

Ainsi donc, Jean-François Mayet, élu maire de Châteauroux à la surprise générale l'année dernière, serait un agent anarchiste infiltré, un disciple de Bakouline ! Pas facile, en effet, de reconnaître l'anarchiste échevelé derrière le

propriétaire de concessions Mercedes. Pas évident de cacher ses banderoles « ni Dieu ni maître » quand on tient tête à la CGT.

Mais les Castelroussins peuvent trembler : après les bus gratuits, Jean-François Mayet vient en effet d'instaurer le stationnement partiellement gratuit dans le centre-ville de Châteauroux. Jusqu'où ira-t-il ?

Hervé Aussant

Texte paru dans la Nouvelle République du 18 mars 2002

À la petite semaine

Priorités

COMME TOUTE GRANDE institution responsable, le Vatican doit parfois faire face à des problèmes importants et, suivant les dangers qu'ils présentent pour les âmes en perdition, s'attacher à résoudre d'abord les plus graves.

Tandis que des intellectuels tourmentés, des pacifistes trop sensibles, des humanistes terre à terre s'inquiètent stupidement des guerres incessantes ou d'une misère planétaire croissante, la curie romaine, axée sur l'essentiel, s'est lancée dans une âpre mais nécessaire bataille contre ces croyances imbéciles qui viennent concurrencer les siennes, homologuées, officielles, dignes de foi.

Figurez-vous - j'en ris, tant c'est insensé - que des individus s'imaginent qu'il existe plein d'autres anges que les trois authentiques, Raphaël, Gabriel et Michel, et que pareillement s'agiteraient dans l'air, autour de nous, une multitude de petits démons, quand on sait,

en vérité, qu'il n'est qu'un seul et unique Démon. Un livre de trois cents pages venu de Rome paraît donc fort opportunément pour dénoncer et proscrire ces dérivés fantaisistes qui mènent le monde à sa perte.

En Irlande, trois mille personnes se proposent de témoigner des abus sexuels commis sur elles, dans leur enfance, par des prêtres catholiques. Cinq cents millions d'euros devraient être versés aux victimes par l'Église des pauvres, en échange d'un abandon des poursuites judiciaires. Aux États-Unis, deux mille autres ecclésiastiques sont aujourd'hui mêlés à des affaires d'agressions sexuelles sur mineurs. Près de quinze millions de dollars d'indemnisations ont déjà été versés aux partenaires involontaires de seulement six de ces bons apôtres. Au Vatican, il n'y aurait, sur le sujet, aucun ouvrage en préparation.

Floréal